

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 907

22 octobre 2001

SOMMAIRE

Artal Group S.A., Luxembourg	43535
Baillie Gifford World Markets Fund, Sicav, Luxembourg	43495
Banque Colbert (Luxembourg) S.A.	43534
Dicam World Wide Investment Fund, Sicav, Luxembourg	43536
Dinvest Two, Sicav, Luxembourg	43536
Dit-Euro Laufzeitfonds 2004	43494
Eurohaus Immobilien A.G., Luxembourg	43489
Fairfax S.A., Luxembourg	43535
Hartford Holding S.A., Luxembourg	43534
Idea Advisory S.A.H., Luxembourg	43516
Il Etait Une Fois... Dans l'Oued, Luxembourg, A.s.b.l., Luxembourg	43490
Kaupthing Fund	43491
Naos S.A., Mamer	43532
Nikko Skill Investments Trust (Lux)	43523
Société Financière de Participation Piguier, Luxembourg	43535
Thermic Investments S.A.H., Luxembourg	43534

EUROHAUS IMMOBILIEN A.G., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 10.915.

Le bilan et l'annexe au 30 septembre 2000, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 27 mars 2001, vol. 551, fol. 23, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 février 2001

Sont nommés administrateurs, leurs mandats expirant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 30 septembre 2001:

- Mademoiselle Margret Astor, administrateur de sociétés, Luxembourg, Président
- Monsieur Peter Batchelor, chartered accountant, Franham, Surrey GU9 09
- Monsieur Georges Kioes, licencié en sciences commerciales et financières, Luxembourg
- Monsieur Dewi Brychan John Price, chartered secretary, Lindfield, (West Sussex)

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 30 septembre 2001:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2001.

Signature.

(21922/534/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2001.

IL ETAIT UNE FOIS ... DANS L'OUED, LUXEMBOURG, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-1415 Luxembourg, 60, rue de la Déportation.

STATUTS

Entre les soussignés, il a été constitué en date de ce jour l'association sans but lucratif dont les statuts sont les suivants:

Art. 1^{er}. L'association a la dénomination IL ETAIT UNE FOIS ... DANS L'OUED, LUXEMBOURG, A.s.b.l.

Son siège est établi à Luxembourg mais pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché sur décision d'une assemblée générale extraordinaire statuant conformément à l'article 8 des statuts.

Art. 2. L'association est constituée pour une durée illimitée. L'année sociale commencera le 1^{er} janvier et prendra fin le 31 décembre de chaque année.

Art. 3. L'association a pour objet la fondation, le développement et la gestion d'une école à Galelo au Niger.

L'association pourra poser tous actes et faire toutes opérations licites généralement quelconques se rattachant directement à la réalisation de son objet social.

Elle peut s'affilier à toute association ou à tout groupement susceptible de lui prêter un concours utile pour atteindre les buts qu'elle poursuit.

Art. 4. Membres. Le nombre minimum de membres de l'association est fixé à 3. L'association se compose de membres effectifs et de membres honoraires.

La liste des membres effectifs est déposée au greffe du tribunal civil de Luxembourg dans le mois de la publication des présents statuts. Elle est mise à jour au moins une fois par année dans le délai d'un mois à partir de l'assemblée générale lors de laquelle les modifications ont été actées.

Sont membres honoraires toutes personnes ou associations apportant un concours moral ou matériel en faveur de l'objet de l'association défini à l'article 3 des présents statuts.

Art. 5. Admission, Démission, Exclusion. Peut devenir membre de l'association toute personne qui souscrit aux présents statuts. L'admission et l'exclusion d'un membre effectif sont prononcées par l'assemblée générale et à la majorité des deux tiers des voix. La démission se fera par lettre recommandée adressée au conseil d'administration.

L'exclusion d'un membre effectif ne pourra être prononcée que pour des motifs graves, tels que violation des statuts, actes ou omissions portant gravement atteinte à la considération et aux intérêts de l'association.

Art. 6. Administration. Les organes de l'association sont l'assemblée générale et le conseil d'administration.

Art 7. Assemblée Générale. Le conseil d'administration portera au moins 8 jours à l'avance, par voie d'invitation personnelle, à la connaissance des membres le lieu, la date et l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle ou d'une assemblée générale extraordinaire. La convocation à une assemblée extraordinaire peut être exigée à tout moment par un quart des membres. Conformément à l'article 4 de la loi du 21 avril 1928 une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants:

1. la modification des statuts,
2. la nomination et la révocation des administrateurs,
3. l'approbation du budget du prochain exercice et des comptes de l'exercice écoulé,
4. la dissolution de l'association.

Les décisions et résolutions de l'assemblée générale pourront être consultées par les associés et/ou les tiers au siège de l'association.

L'assemblée générale prend ses décisions à la simple majorité des membres présents ou représentés. Tout membre effectif a une voix délibérative aux assemblées générales. Les procurations sont admises à raison d'une représentation par membre associé présent.

Tous les membres honoraires peuvent suivre avec voix consultative les délibérations de l'Assemblée Générale.

Art. 8. Les présents statuts pourront être modifiés conformément aux prescriptions de l'article 8 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Art. 9. Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration se compose d'au moins trois membres, nommés à la majorité des voix des membres présents pour une durée illimitée.

Il est chargé de gérer les affaires courantes de l'association et de la représenter dans tous les actes judiciaires ou extra-judiciaires. Lors de l'Assemblée Générale ordinaire il présente des rapports détaillés sur chaque question.

Les réunions du Conseil d'Administration sont dirigées par le président, en son absence par le vice-président et en l'absence de ce dernier par le membre le plus âgé.

Le Conseil d'Administration fixe les jours de ses réunions. Il se réunit au moins trois fois par an.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. S'il y a parité des voix, celle du président est prépondérante.

Pour la gestion des affaires et la représentation de l'association, le Conseil d'Administration jouit des pouvoirs les plus larges, sous réserve toutefois des objets énumérés par la loi pour lesquels une délibération de l'Assemblée Générale est nécessaire. Conformément à l'article 4 de la loi de 1928, une telle délibération est nécessaire pour les objets suivants:

- la modification des statuts
- la nomination et la révocation des administrateurs
- l'approbation des budgets et des comptes
- la dissolution de l'association.

L'association est valablement engagée par la signature du président et d'un membre de Conseil d'Administration. Si le président est empêché, il est remplacé par le vice-président.

Art. 10. Cotisations et dons. Le montant et les modalités des cotisations annuelles sont fixés par l'Assemblée Générale. Elles ne pourront être supérieures à 100,- EUR par membre effectif.

Elles viennent à échéance au début de l'année sociale. L'association est habilitée à recevoir des dons et des legs, qu'elle peut accepter dans les conditions de l'article 16 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

Art. 11. Tenue des comptes. Les comptes sont tenus et réglés par le trésorier de l'association.

Chaque mouvement devra être documenté par une facture ou une autre pièce comptable à l'appui.

Les livres, les comptes et la caisse feront l'objet d'au moins un contrôle par deux réviseurs désignés par l'Assemblée Générale.

Art. 12. Patrimoine. La différence entre les avoirs et les engagements de la Société constitue son patrimoine qui lui appartient en propre sans que les associés puissent y faire valoir un droit individuel.

Art. 13. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, le patrimoine social est affecté à une autre association sans but lucratif reconnue d'utilité publique ou à une fondation poursuivant une activité analogue.

Art. 14. Renvoi à la loi et composition du Conseil d'Administration. Les dispositions de la loi modifiée du vingt et un avril mil neuf cent vingt-huit sur les associations et les fondations sans but lucratif sont applicables à tous les cas non prévus aux présents statuts.

Luxembourg, le 6 juin 2001.

Luc Federmeyer, cinéaste-explorateur, 20 rue Jeanne d'Arc, F-94160 St-Mandé, de nationalité française.

Sonia Hurt, employée privée, 60, rue de la Déportation, L-1415 Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise

Alex Ewen, coordinateur humanitaire, 4, boulevard E. Feltgen, Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise

Carole Bauler, épouse Buttler, sans état, 2, rue de Chicago, L-1332 Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise.

L'assemblée prend les décisions suivantes:

1. Le conseil d'administration se compose comme suit:

Luc Federmeyer, président,

Alex Ewen, vice-président,

Sonia Hurt, trésorière

Carole Bauler, secrétaire

2. Le siège est à L-1415 Luxembourg, 60, rue de la Déportation.

Signature / Signature

Le président / La secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2001, vol. 555, fol. 26, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(43566/000/97) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2001.

KAUPTHING FUND, Fonds Commun de Placement.

Amendment agreement to the Management Regulations dated October 2001 to the Management Regulations dated 29 October 1996 and as amended from time to time

Between:

1) KAUPTHING MANAGEMENT COMPANY S.A. a société anonyme, with its registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg («the Management Company») and

2) BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG, a Luxembourg Bank under the form of a société anonyme with its registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg («the Custodian»).

Whereas:

a) Pursuant to the Management Regulations of KAUPTHING FUND, a Luxembourg undertaking for collective investment in transferable securities, a Fonds Commun de Placement («the Fund»), the Management Company may, with the approval of the Custodian, amend the Management Regulations of the Fund, in whole or in part.

b) The Management Company and the Custodian are satisfied that the amendments proposed to be made to the Management Regulations are in the best interests of the holders of Units.

The Custodian and the Management Company hereby agree to amend the Management Regulations as follows:

I. Art. 2. The Management Company.

- The article two has been restated from the fifth paragraph and has to be read as follows from the fifth paragraph:

«The Board of Directors of the KAUPTHING MANAGEMENT COMPANY can delegate to any legal entity or physical person the daily management of any Sub-Fund. This delegation is exercised under the responsibility of the Board of Directors of KAUPTHING MANAGEMENT COMPANY S.A.

The Management Company will appoint Investment Managers to manage and to advise in respect of the investments made for certain sub-Funds of the Fund.

The Investment Managers will be remunerated by the Management Company, out of the Management fee.

The chosen Managers are:

KAUPTHING EIGNASTYRING EHF (KAUPTHING ASSET MANAGEMENT EHF) and is incorporated in Iceland. The registered office is at 13 A Ármúla, 108 Reykjavík, Iceland. It is a subsidiary of KAUPTHING HF., Reykjavík. On 31

December 2000, its capital and reserves amounted to ISK 1,961,419.-. The sole purpose of KAUPTHING EIGNASTYRING EHF (KAUPTHING ASSET MANAGEMENT EHF) is to act as investment Manager for mutual funds that KAUPTHING HF. operates.

In addition, the Investment Manager is entitled to an annual incentive fee, payable semi-annually, equal to 20% of the increase over 15% p.a. of the net asset value per unit of the Global Health Class multiplied by the number of outstanding units computed on each Valuation Day, during the period from 1st January to 31st December each year.

On 15 October 2001, the Investment Manager signed an Agreement for an unlimited period, unless and until terminated by either party on giving to the other not less than ninety days' prior notice with KAUPTHING MANAGEMENT COMPANY S.A.

KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A., organised as Société Anonyme, having its Registered Office at L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider, was incorporated on 2 April 1998 and is registered since 18 January 2000 as a credit institution in Luxembourg. KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A. exercises all banking activities within the context of the law of 5 April 1993 on the financial sector and falls under the prudential supervision of the Luxembourg regulator.

Pursuant to an agreement signed between KAUPTHING MANAGEMENT COMPANY S.A. and KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A., KAUPTHING MANAGEMENT COMPANY S.A. has appointed KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A. as Investment Manager for KAUPTHING FUND - EUROPEAN EQUITY CLASS.

The agreement is for an unlimited period unless and until terminated by either party on giving to the other not less than ninety days' prior notice. Under the ultimate responsibility and control of the Board of Directors of the Management Company KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A. will manage the portfolio of KAUPTHING FUND - EUROPEAN EQUITY CLASS in compliance with the investment objectives and guidelines as described in this Prospectus and Management Regulations.»

II. Art. 7. Issue of Units, Subscription and Payment Procedure.

- Addition of a seventh paragraph which has to be read as follows:
- «The following sub-Fund will be available as from 25 October 2001:
- KAUPTHING FUND - GLOBAL HEALTH CLASS

From 25 October 2001 until 31 October 2001, subscription for the initial offer shall be accepted at an initial subscription price of EUR 100.- per unit. Payment for initial subscription should be made for good value on 5 November 2001 at the latest.»

- Modification of the last paragraph which has to be read as follows:
- «The following sub-Funds will be available in the future:
- KAUPTHING FUND - MONEY MARKET CLASS
- KAUPTHING FUND - US BOND CLASS
- KAUPTHING FUND - GLOBAL VALUE CLASS»

III. Art. 9. Determination of the Net Asset Value.

- Amendment of the schedule which has to be read as follows:

Sub-Funds	Valuation Day
GLOBAL BOND CLASS	Each bank business day in Luxembourg
US BOND CLASS	Each bank business day in Luxembourg
GLOBAL EQUITY CLASS	Each bank business day in Luxembourg
ICELANDIC BOND CLASS	Each Tuesday or the following bank business day, if Tuesday is not a bank business day in Luxembourg
ICELANDIC EQUITY CLASS	Each Tuesday or the following bank business day, if Tuesday is not a bank business day in Luxembourg
GLOBAL TECHNOLOGY CLASS	Each bank business day in Luxembourg
NORDIC GROWTH CLASS	Each bank business day in Luxembourg
EUROPEAN EQUITY CLASS	Each bank business day in Luxembourg
GLOBAL HEALTH CLASS	Each bank business day in Luxembourg
GLOBAL VALUE CLASS	Each bank business day in Luxembourg

IV. Art. 20. Money Laundering.

- Amendment of the first paragraph, which has to be read as follows:

«Compliance measures aimed at preventing money-laundering require each applicant for shares to prove his identity to the Fund in compliance with any applicable laws, rules and regulations with respect to prevention of money laundering and, in particular, the Luxembourg law of 11 August 1998, the IML Circular 94/112 of 25 November 1994 and the BCL Circular 98/153 of 24 November 1998, as they may be amended or revised from time to time.»

- Amendment of the list of the countries contained in the latest paragraph, which has to be read as follows:

«Countries in which professional intermediaries are subject to similar obligations of identification as those which are provided for under Luxembourg law:»

Germany
 Argentina
 Australia
 Austria
 Belgium

Brasil
 Canada
 European Commission
 Gulf Cooperation Council
 Denmark
 Spain
 United States of America
 Finland
 France
 Greece
 Hong Kong
 Turkey
 Ireland
 Iceland
 Italy
 Japan
 Luxembourg
 Mexico
 Norway
 New Zealand
 The Netherlands
 United Kingdom
 Singapore
 Sweden
 Switzerland

V. Art. 22. Investment policy of the Sub-Funds.

- Amendment of the first sentence of the third paragraph which has to be read as follows:

«In order to offer investors different investment opportunities, the Fund is divided into eleven sub-Funds:»

- Addition of a point 2 which has to be read as follows:

«2. KAUPTHING FUND - US BOND CLASS

This sub-Fund invests mainly in US Dollar fixed-income securities (bonds and short-term debt securities).»

- Addition of a point 10 which has to be read as follows:

«10. KAUPTHING FUND - GLOBAL HEALTH CLASS

This Sub-Fund invests mainly in equities in the biotechnology and healthcare sectors.

The Sub-Fund may invest in shares, other equity securities and, up to maximum of 10% of its net assets, in warrants on transferable securities within the biotechnology and healthcare sectors worldwide.

The KAUPTHING FUND-Global Health Class invest in the biotechnology and healthcare sectors. These markets segments may be volatile. The risk of significant fluctuations in the net asset value may be higher than for sub-Funds investing in diversified market segments.»

- Addition of a point 11 which has to be read as follows:

«11. KAUPTHING FUND - GLOBAL VALUE CLASS

This Sub-Fund invests mainly in worldwide «value» securities, defined as securities with a low Price/Book Value ratio. These «value» securities are usually considered as major leaders in their market segments and regarded as defensive investments.

The Sub-Fund may invest in shares, other equity securities, fixed income securities denominated in any major freely convertible currency and, up to maximum of 10% of its net assets, in warrants on transferable securities worldwide.»

VII. Art. 29. Effective Date.

- Amendment of the paragraph which shall henceforth read as follows:

«These Management Regulations entered into force on 16 September 1996 and amendments thereto were published in the Mémorial on 26 February 1997, 17 April 1997, 20 June 1997, 14 May 1998, on 6 October 1999, on 2 November 1999, on 19 September 2000, 27 August 2001 and on 22 October 2001.»

These amendments to the Management Regulations will enter into force five days following their publication in the Mémorial.

KAUPTHING MANAGEMENT COMPANY S.A

Signature

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG

Société Anonyme

As Custodian

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2001, vol. 559, fol. 2, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(65421/010/155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2001.

DIT-EURO LAUFZEITFONDS 2004, Fonds Commun de Placement.**VERWALTUNGSREGLEMENT**

Der am 17. Mai 1999 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C unter Hinweis des Fonds DIT-LUX SMALL CAP EUROPA veröffentlichte Allgemeine Teil des Verwaltungsreglements ist integraler Bestandteil des DIT-EURO LAUFZEITFONDS 2004.

Für den DIT-EURO LAUFZEITFONDS 2004 gelten ergänzend und abweichend die nachstehenden Bestimmungen:

*Besonderer Teil***§ 26 Name des Fonds**

Der Name des Fonds lautet DIT-EURO LAUFZEITFONDS 2004.

§ 27 Depotbank

Depotbank ist die Dresdner Bank Luxembourg S.A., Luxemburg.

§ 28 Anlagepolitik

Im Rahmen seiner Anlagepolitik erwirbt der Fonds überwiegend Titel mit niedriger Nominalverzinsung. Dabei wird das Fondsvermögen überwiegend in fest- und variabel verzinslichen Wertpapieren, Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten, sowie Zerobonds und Genuss-Scheinen angelegt, die auf Euro lauten. Daneben werden für das Fondsvermögen auch Wertpapiere gekauft, die auf Währungen anderer OECD-Mitgliedstaaten lauten, wobei eine weitgehende Vermeidung des Fremdwährungsrisikos angestrebt wird.

§ 29 Risikostreuung

Ergänzend zu §6 des Allgemeinen Teils kann die Verwaltungsgesellschaft nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% des Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Nettofondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

§ 30 Anteilscheine

Die Anteile sind in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

§ 31 Basiswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis

- (1) Basiswährung des Fonds ist die Währung der Bundesrepublik Deutschland.
- (2) Die Depotbank ermittelt den Ausgabe- und Rücknahmepreis an jedem Bewertungstag. Festgelder werden zum Renditekurs bewertet.
- (3) Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem Bewertungstag an die Depotbank zahlbar.
- (4) Der Ausgabeaufschlag zur Abgeltung der Ausgabekosten (§18 Abs. 2) beträgt bis zu 3 % des Inventarwerts pro Anteil.
- (5) Die Verwaltungsgesellschaft trägt Sorge dafür, daß in den Ländern, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilspreise erfolgt.

§ 32 Kosten

- (1) Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt bis zu 1% p.a., errechnet auf den täglich ermittelten Inventarwert.
- (2) Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe der unter Banken üblichen Sätze.
- (3) Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt monatlich zum Monatsende.
- (4) Die Depotbank erhält über die Vergütung gem. Abs. 2 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,125% jeder Wertpapiertransaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen.

§ 33 Ausschüttungen

- (1) Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgt.
- (2) Eine Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.
- (3) Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, zu Lasten des Fondsvermögens an die Anteilhaber auszuzahlen.

§ 34 Einstellung der Ausgabe von Anteilen, Laufzeit und Auflösung des Fonds

- (1) Die Laufzeit des Fonds ist auf den 30. Juli 2004 befristet.
- (2) Die Ausgabe von Anteilen erfolgt längstens bis zum 27. Mai 2004.
- (3) Die Verwaltungsgesellschaft kann ab dem 28. Mai 2004, zum Zwecke einer ordnungsgemäßen Abwicklung und Gleichbehandlung der Anteilhaber, auch die Rücknahme von Anteilen bis zum 30. Juli 2004 aussetzen.
- (4) Die Verwaltungsgesellschaft wird den Rücknahmepreis pro Anteil bekanntgeben, zu dem die Anleger ihre Anteilscheine bei den im Anhang aufgeführten Zahlstellen einlösen können.
- (5) Von den Bestimmungen des §22 finden nur Abs. 3 Satz 4 und 5 Anwendung.

§ 35 Zusammenschluss

(1) Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds mit einem anderen Sondervermögen luxemburgischen Rechts zusammenschließen, das aufgrund seiner Anlagepolitik unter den Anwendungsbereich von Teil I des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt.

(2) Fasst die Verwaltungsgesellschaft einen Beschluss gem. Abs. 1, so ist dies mit einer Frist von einem Monat vor dem Inkrafttreten im Mémorial und der Tagespresse der Länder zu veröffentlichen, in denen der Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen ist. Unter Berücksichtigung des §19 haben Anteilhaber in diesem Zeitraum die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben.

§ 36 Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 2002. Das letzte Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Januar 2004 und endet am 30. Juli 2004.

§ 37 Inkrafttreten

Dieses Verwaltungsreglement trat am 29. August 2001 in Kraft.

Senningerberg, 29. August 2001.

dresdnerbank asset management S.A.

Unterschriften

Luxemburg, 29. August 2001.

DRESDNER BANK LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 2001, vol. 558, fol. 40, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(61722/672/84) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2001.

BAILLIE GIFFORD WORLD MARKETS FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

STATUTES

In the year two thousand one, on the fourteenth of September.

Before Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg,

There appeared:

1) BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LIMITED, with its registered office at 1 Rutland Court, Edinburgh EH3 8EY, Scotland, represented by M^e Joëlle Hauser, avocat à la Cour, residing in L-5485 Wormeldange-Haut, by virtue of a proxy given in Edinburgh on 28 August 2001; and

2) BAILLIE GIFFORD & CO., with its registered office at 1 Rutland Court, Edinburgh EH3 8EY, Scotland, represented by M^e Joëlle Hauser, prenamed, by virtue of a proxy given in Edinburgh on 28 August 2001.

The above-named proxies, initialled ne varietur by the appearing person and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as said above, have requested the notary to state the following Articles of Incorporation of a «société d'investissement à capital variable» which they declare to be incorporated between themselves:

1. Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1. Denomination.

There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société d'investissement à capital variable under the name of BAILLIE GIFFORD WORLD MARKETS FUND (hereinafter referred to as the «Company»).

Art. 2. Duration.

The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. Corporate object.

The sole object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities or other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense in the frame of the Luxembourg law of March 30, 1988 as amended from time to time on undertakings for collective investment.

Art. 4. Registered office.

The registered office of the Company is established in Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered

office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

2. Share capital, Variations of the share capital, Characteristics of the shares

Art. 5. Share capital.

The share capital of the Company shall be at any time equal to the total net assets of the various sub-funds of the Company, as defined in Article 12 hereof. The capital of the Company must reach the equivalent in Euros of fifty million Luxembourg Francs (50,000,000.- LUF) within the first six months following its approval by the regulator, and thereafter may not be less than this amount.

The initial share capital of the Company is set at thirty-two thousand Euros (32,000.- EUR) fully paid-up and represented by two Class C shares in the Baillie Gifford World Markets Fund Global Equity Sub-Fund with no par value, as defined in Article 8 hereof.

For consolidation purposes, the base currency of the Company is Euro («EUR»).

Art. 6. Variations in share capital.

The share capital may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up shares or the repurchase by the Company of existing shares from its shareholders.

Art. 7. Sub-funds.

The board of directors of the Company may, at any time, establish several pools of assets, each constituting a sub-fund, a «compartment» within the meaning of Article 111 of the Luxembourg law dated 30 March 1988 as amended from time to time on undertakings for collective investment.

The board of directors shall attribute specific investment objectives and policies and a denomination to each sub-fund.

Art. 8. Classes of shares.

The board of directors of the Company may, at any time, issue classes of shares within one or more sub-funds. These classes of shares may differ in, inter alia, their charging structure, dividend policy or type of target investors.

Initially, three classes of shares, Class A, B and C shares of the Baillie Gifford World Markets Fund Global Equity Sub-Fund, the Baillie Gifford World Markets Fund European Equity Sub-Fund and the Baillie Gifford World Markets Fund Japanese Equity Sub-Fund, shall be issued. Other classes of shares, once created, shall differ in their characteristics as more fully described in the current version of the prospectus of the Company from time to time.

Art. 9. Form of the shares.

The Company shall issue shares of each sub-fund and each class of shares in registered form.

Shares are issued in uncertificated form with a confirmation statement, unless a share certificate is specifically requested at the time of subscription, and in such case, the subscriber will bear the risk and any additional expense arising from the issue of such certificate. Holders of certificated shares must return their share certificates, duly renounced, to the Company before conversion or redemption instructions may be effected.

A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company. Such share register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the class of each such share, the amounts paid for each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers. The share register is conclusive evidence of ownership. The Company treats the registered owner of a share as the absolute and beneficial owner thereof. The transfer of a registered share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Any owner of registered shares has to indicate to the Company an address to be maintained in the share register. All notices and announcements of the Company given to owners of registered shares shall be validly made at such address. Any shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the share register. In case no address has been indicated by an owner of registered shares, the Company is entitled to deem that the necessary address of the shareholder is at the registered office of the Company.

The shares are issued, and share certificates if requested are delivered, only upon the acceptance of the subscription and the receipt of the subscription price under the conditions as set out in the current prospectus.

The Company will recognise only one holder in respect of each share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

Art. 10. Loss or destruction of share certificates.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including an indemnity or other verification of title or claim to title countersigned by a bank, stockbroker or other party acceptable to the Company. Upon the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate shall become null and void.

Mutilated or defaced share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company, at its discretion, may charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate, as well as all costs and reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 11. Limitation to the ownership of shares.

Class B and Class C Shares of the Company may only be owned by and are freely transferable between institutional investors as such term is interpreted by the supervisory authority and any applicable laws and regulations from time to time in Luxembourg.

The Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Company such holding may be detrimental to the interests of the existing shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred (such persons, firms, partnerships or corporate bodies to be determined by the board of directors).

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears that such registration or transfer would or may eventually result in the beneficial ownership of said share by a person who is precluded from holding shares in the Company;

b) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares, compulsorily purchase from any such shareholder all shares held by such shareholder; or

c) where it appears to the Company that one or more persons are the owners of a proportion of the shares in the Company which would render the Company subject to tax or other regulations of jurisdictions other than Luxembourg, compulsorily repurchase all or a proportion of the shares held by such shareholders.

In such cases enumerated at (a) to (c) (inclusive) hereabove, the following proceedings shall be applicable:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the «redemption notice») upon the holders of shares subject to compulsory repurchase; the redemption notice shall specify the shares to be repurchased as aforesaid, the redemption price (as defined here below) to be paid for such shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by registered mail, addressed to such shareholder at his address as indicated in the share register. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate, if issued, representing shares specified in the redemption notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice, the share register shall be amended accordingly and the share certificate, if issued, representing such shares shall be cancelled in the books of the Company.

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be purchased (hereinafter referred to as the «redemption price») shall be an amount equal to the net asset value per share of the class and the sub-fund to which the shares belong, determined in accordance with Article 12 hereof, as at the date of the redemption notice.

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the shares are denominated, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate, if issued, representing the shares specified in such redemption notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the redemption price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate, if issued, as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 11 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Specifically, the Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any «US person», meaning a citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction.

3. Net asset value, Issue and repurchase of shares, Suspension of the calculation of the net asset value**Art. 12. Net asset value.**

The net asset value per share of each class of shares in each sub-fund of the Company shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than twice per month, as the board of directors may determine (every such day for determination of the net asset value being referred to herein as the «valuation day») on the basis of the last available prices at 11.00 a.m. in Luxembourg. If such day falls on a (legal or bank) holiday in Luxembourg, then the valuation day shall be the first succeeding full bank business day in Luxembourg.

The net asset value per share is expressed in the reference currency of each sub-fund and, for each class of shares for all sub-funds, is determined by dividing the value of the total assets of each sub-fund properly allocable to such class of shares less the value of the total liabilities of such sub-fund properly allocable to such class of shares by the total number of shares of such class outstanding on any valuation day. If after 11.00 a.m. in Luxembourg, there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a particular sub-fund are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All requests for subscription or redemption received to be executed on the first valuation will be executed on the second valuation.

Upon the creation of a new sub-fund, the total net assets allocated to each class of shares of such sub-fund shall be determined by multiplying the number of shares of a class issued in the sub-fund by the applicable purchase price per

share. The amount of such total net assets shall be subsequently adjusted when shares of such class are issued or repurchased according to the amount received or paid as the case may be.

The valuation of the net asset value per share of the different classes of shares shall be made in the following manner:

a) The assets of the Company shall be deemed to include:

- i) the value of any cash on hand or on deposit;
- ii) bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest declared or accrued and not yet received, all of which are deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof,
- iii) securities listed on a recognised stock exchange or dealt on any other regulated market (hereinafter referred to as a «regulated market») that operates regularly, is recognised and is open to the public, will be valued at their last available closing prices, or, in the event that there should be several such markets, on the basis of their last available closing prices on the main market for the relevant security;
- iv) in the event that the last available closing price does not, in the opinion of the directors, truly reflect the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be defined by the directors based on the reasonably foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith;
- v) securities not listed or traded on a stock exchange or not dealt on another regulated market will be valued on the basis of the probable sales proceeds determined prudently and in good faith by the directors; and
- vi) the liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the directors may deem fair and reasonable.

Any assets held in a particular sub-fund not expressed in the reference currency of Such sub-fund will be translated into such reference currency at the rate of exchange prevailing in a recognised market at 11.00 a.m. in Luxembourg on the relevant valuation day.

b) The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- i) all loans, bills and accounts payable;
- ii) all accrued or payable administrative expenses (including portfolio management fees, distribution fees, custodian, administrator, registrar and transfer agent fees);
- iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;
- iv) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the dealing day preceding the valuation day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the directors, in particular those that have been set aside for a possible depreciation of the investments of the Company; and
- v) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company, which shall comprise fees payable to its directors (including all reasonable out of pocket expenses), investment advisors or portfolio managers, accountants, custodian banks and paying agents, administrative, corporate and domiciliary agents, registrars and transfer agents and permanent representatives in places of registration, nominees and any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, cost of any proposed listings, maintaining such listings, promotion, printing, reporting and publishing expenses (including reasonable marketing and advertising expenses and costs of preparing, translating and printing in different languages) of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, annual reports, semi-annual reports, share certificates, shareholders' reports and the costs of publication of the net asset value per share for each sub-fund, taxes or governmental and supervisory authority charges, insurance costs and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

As between the shareholders, each sub-fund shall be treated as a separate legal entity.

Vis-à-vis third parties, the Company shall constitute one single legal entity. However, each sub-fund is regarded as being separate from the others and is liable for all of its own obligations, unless other terms have been specifically agreed with its creditors. The assets, commitments, charges and expenses which cannot be allocated to one specific sub-fund will be charged to the different sub-funds proportionally to their respective net assets, or pro rata to their respective net assets, if appropriate due to the amounts considered.

All shares in the process of being redeemed by the Company shall be deemed to be issued until the close of business on the valuation day applicable to the redemption. The redemption price is a liability of the Company from the close of business on this date until paid.

All shares issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be deemed issued from the close of business on the valuation day applicable to the subscription. The subscription price is an amount owed to the Company from the close of business on such day until paid.

As far as possible, all investments and divestments chosen and in relation to which action is taken by the Company up to the valuation day shall be taken into consideration in the valuation.

Art. 13. Issue, redemption and conversion of shares.

The board of directors is authorised to issue further fully paid-up shares of each class and of each sub-fund at any time at a price based on the net asset value per share for each class of shares and for each sub-fund determined in accordance with Article 12 hereof, as of such valuation date as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable front-end charges, if any, as approved from time to time by the board of directors.

The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new shares.

All new share subscriptions shall, under pain of nullity, be entirely liberated, and the shares issued carry the same rights as those shares in existence on the date of the issuance.

If the directors determine that it would be detrimental to the existing shareholders of the Company to accept a subscription for shares of any sub-fund that represents more than ten percent (10%) of the net assets of such sub-fund, then they may postpone the acceptance of such subscription and, in consultation with the incoming shareholder, may require him to stagger his proposed subscription over an agreed period of time.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of shares of any class in any one or more sub-funds.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company under the terms and conditions set forth by the board of directors in the prospectus and within the limits as provided in this Article 13. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall not exceed ten business days from the relevant valuation date, as it is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company. The redemption price shall be equal to the net asset value per share relative to the class and to the sub-fund to which it belongs, determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof, decreased by charges and commissions, if any, at the rate provided in the prospectus. Any such request for redemption must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other legal entity appointed by the Company for the redemption of shares. The request shall be accompanied by the certificate(s) for such shares, if issued. The relevant redemption price may be rounded up or down to a maximum of three decimal places of the reference currency as the board of directors shall determine.

The Company shall ensure that at all times each sub-fund has enough liquidity to enable satisfaction of any requests for redemption of shares.

If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value per share of the shares held by a shareholder in any class of shares would fall below such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if at any given date redemption requests pursuant to this Article 13 and conversion requests exceed ten percent (10 %) of the net assets of any one sub-fund, such requests may be subject to additional procedures as set forth in the prospectus. On the next valuation date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company will have the right, if the board of directors so determines and with the consent of the shareholder concerned, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in specie by allocating to such shareholder investments from the pool of assets set up in connection with such classes of shares equal in value (calculated in a manner as described in Article 12 hereof) as of the valuation date on which the redemption price is calculated to the value of shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant class of shares, and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled in the books of the Company.

Any shareholder is entitled within a given class to request for the conversion of whole or part of his shares, provided that the board of directors may:

- a) set terms and conditions as to the right for and frequency of conversion of shares between sub-funds; and
- b) subject conversions to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate net asset value per share of the shares held by a shareholder in any class of shares would fall below such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Such a conversion shall be effected on the basis of the net asset value of the relevant shares of the different sub-funds, determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof. The relevant number of shares may be rounded up or down to a maximum of two decimal places as the board of directors shall determine.

The shares which have been converted into another sub-fund will be cancelled.

The requests for subscription, redemption and conversion shall be received at the location designated to and for this effect by the board of directors.

Art. 14. Suspension of the calculation of the net asset value and of the issue, the redemption and the conversion of shares.

The Company may suspend the calculation of the net asset value of one or more sub-funds and the issue, redemption and conversion of any classes of shares in the following circumstances:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such sub-fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such sub-fund quoted thereon;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such sub-fund would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such sub-fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such sub-fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such sub-fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the directors, be effected at normal rates of exchange;

e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such sub-fund cannot promptly or accurately be ascertained;

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company.

The suspension of a sub-fund shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other sub-fund which is not suspended.

Under exceptional circumstances, which may adversely affect the rights of shareholders, the board of directors reserves the right to conduct the necessary sales of transferable securities before setting the share price at which shareholders can apply to have their shares redeemed or converted. In this case, subscriptions, redemptions and conversion applications in process shall be dealt with on the basis of the net asset value thus calculated after the necessary sales.

Subscribers and shareholders tendering shares for redemption and conversion shall be advised of the suspension of the calculation of the net asset value.

The suspension of the calculation of the net asset value may be published by adequate means if the duration of the suspension is to exceed a certain period.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions shall be executed on the first valuation day following the resumption of net asset value calculation by the Company.

4. General shareholders' meetings

Art. 15. General provisions.

Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 16. Annual general shareholders' meeting.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the last Tuesday in September at 11.00 a.m., and for the first time in 2002. If such day is a bank holiday, then the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 17. General meetings of shareholders of classes of shares.

The shareholders of the class of shares issued in respect of any sub-fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class of shares in such sub-fund. In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class of shares. The general provisions set out in these articles of incorporation, as well as in the Luxembourg law dated August 10, 1915 as amended from time to time on commercial companies, shall apply to such meetings.

Art. 18. Functioning of shareholders' meetings.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein. Each share, regardless of the class and of the sub-fund to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission. Fractions of shares are not entitled to a vote.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Further, the shareholders of each class and of each sub-fund separately will deliberate and vote (subject to the conditions of quorum and majority voting as provided by law) on the following items:

1. affectation of the net profits of their sub-fund and class; and
2. resolutions affecting the rights of the shareholders of one class or of one sub-fund vis-à-vis of the other classes and/or sub-funds.

Art. 19. Notice to the general shareholders' meetings.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors. To the extent required by law, the notice shall be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the board of directors may decide.

5. Management of the company**Art. 20. Management.**

The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members who need not to be shareholders of the Company.

Art. 21. Duration of the functions of the directors, renewal of the board of directors.

The directors shall be elected by the general shareholders' meeting for a period not exceeding six years and until their successors are elected and qualified, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of shareholders.

Art. 22. Committee of the board of directors.

The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

Art. 23. Meetings and deliberations of the board of directors.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of shareholders and in the case no director is present, any other person may be appointed as chairman.

The board of directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least three days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meetings of the board of directors by appointing, in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission, another director as his proxy. One director may replace several other directors.

Any director who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least fifty per cent of the directors are present or represented at a meeting of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The chairman shall have the casting vote.

Resolutions signed by all members of the board of directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and similar means. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the board.

Art. 24. Minutes.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro-tempore who presides at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 25. Engagement of the Company vis-à-vis third persons.

The Company shall be engaged by the signature of two members of the board of directors or by the individual signature of any duly authorised director or officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the board of directors from time to time.

Art. 26. Powers of the board of directors.

The board of directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in application of the principle of risk diversification.

Art. 27. Interest.

No contract or other transaction which the Company and any other corporation or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company are interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any position, relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Baillie Gifford group companies, their subsidiaries and associated companies or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 28. Indemnification of the directors.

The Company shall indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 29. Allowances to the board of directors.

The general meeting of shareholders may allow the members of the board of directors, as remuneration for services rendered, a fixed annual sum, as directors' remuneration, such amount being carried as general expenses of the Company and which shall be divided at the discretion of the board of directors among themselves.

Furthermore, the members of the board of directors may be reimbursed for any expenses engaged in on behalf of the Company insofar as they are reasonable.

The remuneration of the chairman or the secretary of the board of directors as well as those of the general manager(s) and officers shall be fixed by the board.

Art. 30. Advisor, portfolio managers, Custodian and other contractual parties.

The Company may enter into an investment advisory agreement in order to be advised and assisted while managing its portfolio, as well as enter into portfolio management agreements with one or more portfolio managers.

In addition, the Company shall enter into service agreements with other contractual parties, for example an administrative, corporate and domiciliary agent to fulfil the role of «administration centrale» as defined in the Institut Monétaire Luxembourgeois Circular 91/75 of January 21, 1991.

The Company shall enter into a custody agreement with a bank (hereinafter referred to as the «Custodian») which shall satisfy the requirements of the Luxembourg law dated March 30, 1988 as amended from time to time on undertakings for collective investment. All transferable securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the board of directors shall use their best endeavours to find another bank to be Custodian in place of the retiring Custodian and the board of directors shall appoint such bank as Custodian. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed in accordance with these provisions to act in the place thereof.

6. Auditor

Art. 31. Auditor. The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by an auditor who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to respectability and professional experience and who shall perform the duties foreseen by the Luxembourg law dated March 30, 1988 as amended from time to time on undertakings for collective investment. The auditors shall be elected by the general meeting of shareholders.

7. Annual accounts

Art. 32. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on June 1 each year and shall terminate on May 31 of the following year, excepted the first accounting year which shall begin on the date of incorporation and shall terminate on May 31, 2002.

Art. 33. Profit balance. At the annual general meeting of shareholders, the shareholders of each class of each sub-fund shall determine, at the proposal of the board of directors, whether, and if so the amount thereof, dividends are to

be distributed to the shareholders of the Company, within the limits prescribed by the Luxembourg law dated March 30, 1988 as amended from time to time on collective investment undertakings.

In each sub-fund, interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law and subject to the decision of the board of directors, be paid out on shares.

Dividends which are not claimed within a period of five years starting from their payment date will become statute-barred for their beneficiaries and will revert to the relevant sub-fund.

8. Dissolution and liquidation

Art. 34. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements as defined in Article 18 hereof.

Whenever the capital falls below two thirds of the minimum capital as provided by the Luxembourg law dated March 30, 1988 as amended from time to time on undertakings for collective investment, the board of directors has to submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of shareholders. The general meeting for which no quorum shall be required shall decide on simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to the general meeting of shareholders whenever the capital falls below one quarter of the minimum capital as provided by the Luxembourg law dated March 30, 1988 as amended from time to time on undertakings for collective investment in such event the general meeting shall be held without quorum requirements and the dissolution may be decided by the shareholders holding one quarter of the votes present or represented at that meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one quarter of the legal minimum as the case may be.

The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the general shareholders' meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

One or more liquidators shall be appointed by the general meeting of shareholders to realise the assets of the Company, subject to the supervision of the relevant supervisory authority in the best interests of the shareholders.

The proceeds of the liquidation of each sub-fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse des Consignations in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

Art. 35. Termination, division and amalgamation of sub-funds. The directors may decide at any moment the termination, division and/or amalgamation of any sub-fund. In the case of termination of a sub-fund, the directors may offer to the shareholders of such sub-fund the conversion of their class of shares into classes of shares of another sub-fund, under terms fixed by the directors.

In the event that for any reason the value of the net assets in any sub-fund or of any class of shares within a sub-fund has decreased to an amount determined by the directors from time to time to be the minimum level for such sub-fund or such class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the sub-fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that sub-fund, the directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant classes issued in such sub-fund at the net asset value per share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the valuation day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class of shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the redemption operations. Registered shareholders will be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between, the shareholders of the Company, the shareholders of the sub-fund concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred on the board of directors by the preceding paragraph hereof, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any sub-fund may, upon proposal of the board of directors, redeem all the shares of the relevant classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the valuation day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders that shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian of the Company for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares will be cancelled in the books of the Company.

Under the same circumstances as provided in the second paragraph of this Article 35, the board of directors may decide to allocate the assets of any sub-fund to those of another existing sub-fund within the Company or to another undertaking for collective investment organised under the provisions of Part I of the Luxembourg law dated March 30, 1988 as amended from time to time on undertakings for collective investment or to another sub-fund within such undertakings for collective investment (hereinafter referred to as the «new sub-fund») and to redesignate the classes of shares concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described hereabove (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares free of charge during such period.

Under the same circumstances provided for under this Article 35 the board of directors may decide to reorganise a sub-fund or class by means of a division into two or more sub-funds or classes. Such decision will be published in the same manner as described hereabove (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new sub-funds or classes) one month before the date on which the division becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares free of charge during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, an amalgamation or division of sub-funds within the Company may be decided upon by a general meeting of shareholders of the classes of shares in the sub-fund concerned for which their shall be no quorum requirements and which will decide, upon such amalgamation or division, by resolution taken by simple majority of those present or represented.

A contribution of the assets and of the liabilities distributable of any sub-fund to another undertaking for collective investment referred to hereinbefore or to another sub-fund within such undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the classes of shares issued in the sub-fund concerned taken with fifty percent (50%) quorum requirement of the shares in issue and adopted at two thirds majority of the shares present or represented at such Meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type («fonds commun de placement») or a foreign based undertaking for collective undertakings, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 36. Liquidation. In case of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be natural persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The net product of the liquidation of each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the shareholders of each sub-fund in proportion to the number of shares which they hold in that sub-fund. The amounts not claimed by the shareholders at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg. If these amounts were not claimed before the end of a period of five years, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 37. Expenses borne by the Company.

BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LIMITED shall bear the formation expenses of the Company and each of the sub-funds.

The Company bears all its running costs as foreseen in Article 12 hereof.

Art. 38. Amendment of the articles of incorporation. These articles of incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Any amendment of the terms and conditions of the Company which has as an effect a decrease of the rights or guarantees of the shareholders or which imposes on them additional costs, shall only come into force after a period of three months starting at the date of the approbation of the amendment by the general shareholders' meeting. During these three months, the shareholders may continue to request the redemption of their shares under the conditions in force before the relevant amendment.

Art. 39. General provisions.

All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated August 10, 1915 as amended from time to time on commercial companies, the Luxembourg law of March 30, 1988 as amended from time to time on undertakings for collective investment.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Name of shareholder	Subscribed capital	Paid-in capital	Number of shares
BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LIMITED.	16,000.- EUR	16,000.- EUR	1
BAILLIE GIFFORD & CO.	16,000.- EUR	16,000.- EUR	1
Total:	32,000.- EUR	32,000.- EUR	2

Proof of all such payments has been given as specifically stated to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LIMITED as a result of its formation are estimated at approximately 300,000.- LUF.

Statements

The undersigned notary hereby states that the conditions provided for in Article 26 of the Luxembourg law dated August 10, 1915 as amended from time to time on commercial companies have been observed.

General Meeting of Shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1) The number of directors of the Company is set at three and the number of auditors at one.

2) The following persons are appointed directors of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting of shareholders to be held in Luxembourg on 24 September, 2002 and until their successors are elected and qualified:

- John Ross Lidstone, Director, BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LIMITED, residing at 6 Barnton Park, Edinburgh, EH4 6JF, Scotland;
- Christian Billon, Manager, FIDUCIAIRE BILLON, S.à r.l., residing at 16, rue d'Orange, L-2267 Luxembourg;
- Christian Kremer, Managing Partner, KREMER ASSOCIES & CLIFFORD CHANCE, residing at 68, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

3) PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, is appointed auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting of shareholders to be held on 24 September 2002 and until his successor is elected and qualified.

4) The registered office of the Company is set at 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

5) The board of directors is hereby authorised, according to Article 23 hereof, to delegate its powers to conduct the daily management of the Company to natural persons and corporate entities.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing person, the present original deed is worded in English followed by a German version; on request of the same above appearing person and in case of any divergences between the English and the German text, the English version shall prevail.

Whereof the present original deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the undersigned notary by name, surname, status and residence, the said appearing person signed together with the notary the present deed.

Follows the German version:

Im Jahr zweitausendeins, den vierzehnten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Frieders, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LIMITED, mit eingetragenem Sitz in 1 Rutland Court, Edinburgh EH3 8EY, Schottland, vertreten durch M^e Joëlle Hauser, avocat à la Cour, wohnhaft in L-5485 Wormeldange-Haut, aufgrund einer Vollmacht, die ihr am 28. August 2001 in Edinburgh erteilt wurde; und

2) BAILLIE GIFFORD & CO, mit eingetragenem Sitz in 1 Rutland Court, Edinburgh EH3 8EY, Schottland, vertreten durch M^e Joëlle Hauser, vorgenannt, aufgrund einer Vollmacht, die ihr am 28. August 2001 in Edinburgh erteilt wurde.

Die oben angegebenen Vollmachten, welche ne varietur durch die erscheinende Person und den unterzeichneten Notar unterschrieben wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt bleiben, um mit ihr den Formalitäten der Einregistrierung unterworfen zu werden.

Welche Komparenten, vertreten wie vorerwähnt, den unterzeichneten Notar ersuchten, die Satzung einer zwischen ihnen zu gründenden société d'investissement à capital variable wie folgt zu dokumentieren:

1. Name, Dauer, Gegenstand, eingetragener Sitz

Art. 1. Name.

Zwischen den Vertragsparteien und allen, welche Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Gesellschaft gegründet in der Form einer «Société d'Investissement à Capital Variable» mit der Bezeichnung BAILLIE GIFFORD WORLD MARKETS FUND (nachfolgend die «Gesellschaft»).

Art. 2. Dauer.

Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Zeit gebildet. Sie kann durch Beschluss der Aktionäre, welcher in den für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Formen gefasst wird, aufgelöst werden.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft besteht in der gemeinsamen Anlage ihres Vermögens in Wertpapieren und anderen Vermögenswerten mit dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte tätigen und Maßnahmen treffen, die ihrem Gesellschaftszweck im weitesten Sinne dienen oder nützlich sind, im Rahmen des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen, so wie es abgeändert worden ist.

Art. 4. Gesellschaftssitz.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen und Repräsentanzen im Großherzogtum oder im Ausland gegründet werden.

Im Falle, wo der Verwaltungsrat feststellt, daß außerordentliche politische, wirtschaftliche, gesellschaftliche oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum Ende dieser außerordentlichen Gegebenheiten ins Ausland verlegt werden; eine solche vorübergehende Maßnahme wird keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft haben, welche unbeschadet einer solchen vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleiben wird.

2. Gesellschaftskapital, Veränderungen des Gesellschaftskapitals, Charakteristika der Aktien

Art. 5. Aktienkapital.

Das Aktienkapital der Gesellschaft ist zu jedem Zeitpunkt gleich dem (gemäß dem nachfolgenden Artikel 12 berechneten) Nettovermögenswert der verschiedenen Subfonds der Gesellschaft. Das Aktienkapital der Gesellschaft muß fünfzig Millionen Luxemburger Franken (50.000.000,- LUF) innerhalb der ersten sechs Monate nach ihrer Genehmigung durch die Aufsichtsbehörde erreichen und darf nach sechs Monaten diesen Betrag nicht unterschreiten.

Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt zweiunddreißigtausend Euro (32.000,- EUR), voll eingezahlt und eingeteilt in zwei Aktien ohne Nennwert der Klasse C des Baillie Gifford World Markets Fund Global Equity Subfonds, wie in Artikel 8 der vorliegenden Statuten beschrieben.

Für Konsolidierungszwecke ist die Basiswährung der Gesellschaft der Euro («EUR»).

Art. 6. Schwankungen des Gesellschaftskapitals.

Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von neuen voll eingezahlten Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs durch die Gesellschaft von bestehenden Aktien ihrer Aktionäre erhöhen oder vermindern.

Art. 7. Subfonds.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann jederzeit verschiedene Pools von Aktiven gründen, welche die sogenannten «Subfonds» darstellen, ein «compartiment» im Sinne des Artikels 111 des luxemburgischen Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen, so wie es abgeändert worden ist.

Der Verwaltungsrat wird jedem Subfonds eine spezifische Anlagepolitik sowie eine Bezeichnung zuteilen.

Art. 8. Aktienklassen.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit neue Aktienklassen in einem oder mehreren Subfonds ausgeben. Diese neue Aktienklassen können, inter alia, in der Belastungsstruktur, der Dividendenpolitik und den Zielinvestoren abweichen.

Am Anfang werden drei Klassen Aktien, Aktienklassen A, B und C, des Baillie Gifford World Markets Fund Global Equity Subfonds, des Baillie Gifford World Markets Fund European Equity Subfonds und des Baillie Gifford World Markets Fund Japanese Equity Subfonds, ausgegeben. Andere Aktienklassen, wenn einmal geschaffen, werden in ihren Charakteristiken abweichen, entsprechend der genaueren Beschreibung in der jeweils aktuellen Ausgabe des Prospektes der Gesellschaft.

Art. 9. Form der Aktien.

Die Gesellschaft wird Aktien jedes Subfonds und jeder Aktienklasse als Namensaktien ausgeben.

Die Aktien werden als Namensaktien mit einer Bestätigungsschrift ausgegeben, außer wenn ein Aktienzertifikat bei der Zeichnung ausdrücklich angefragt wird und in diesem Fall trägt der Zeichner das Risiko und etwaige daraus entstehende zusätzliche Kosten. Inhaber solcher Aktienzertifikate müssen diese zurückbringen und ordnungsgemäß aufgeben, ehe Umtausch- oder Rückzahlungsanweisungen ausgeführt werden können.

Ein Aktienregister wird am Gesellschaftssitz gehalten. In diesem Register ist der Name, Wohnort, oder gewähltes Domizil von jedem Aktieninhaber, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien, die Klasse von jeder Aktie, der für jede Aktie bezahlte Betrag, der Transfer der Aktien und die Daten von solchen Transfers, eingetragen. Dieses Register ist für das Besitzverhältnis der Aktien beweiskräftig. Die Gesellschaft behandelt den eingetragenen Aktieninhaber als den absoluten Besitzer und den wirtschaftlichen Berechtigten.

Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, welche in das Aktienregister eingetragen wird und welche datiert und durch den Käufer und den Veräußerer oder durch Personen, welche vertretungsberechtigt sind, unterschrieben wird, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere, für sie zulässige Beweise einer Aktienübertragung annehmen.

Jeder Aktionär von Namensaktien muss der Gesellschaft eine Adresse zwecks Eintragung im Aktienregister mitteilen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Aktionären von Namensaktien können rechtsverbindlich an diese Adresse gesandt werden. Ein Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderung seiner Adresse im Register beantragen. Falls ein Inhaber von Namensaktien der Gesellschaft keine Adresse mitgeteilt hat, ist die Gesellschaft berechtigt, anzunehmen, dass die erforderliche Adresse des Aktionärs sich am Sitz der Gesellschaft befindet.

Aktien und Aktienzertifikate, insofern sie beantragt sind, werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und der Preis unter den Bedingungen des aktuellen Prospektes eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes kann die Gesellschaft die Ausübung der aus der oder den Aktien hervorgehenden Rechte suspendieren bis zu dem Zeitpunkt, an dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 10. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten.

Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat einer ihm gehörenden Aktie abhanden gekommen ist oder zerstört wurde, kann auf seinen Antrag die Gesellschaft ein Ersatzzertifikat ausgeben unter den Bedingungen und Garantien, welche die Gesellschaft festlegen kann, mit einbegriffen eine Gebühr oder eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, welche durch eine Bank, einen Börsenmakler, oder eine andere Partei, zur Zufriedenheit der Gesellschaft, unterschrieben ist. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf welchem vermerkt wird, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben umgehend für ungültig erklärt. Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für die Kosten zu verlangen, welche ihr durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalzertifikates entstanden sind.

Art. 11. Einschränkungen der Eigentumsrechte auf Aktien.

Aktien der Gesellschaft der Klassen B und C dürfen nur besitzt werden von und sind frei übertragbar zwischen institutionellen Investoren sowie dieser Begriff von den Aufsichtsbehörden und den von Zeit zu Zeit anwendbaren Gesetzen und Regelungen interpretiert wird.

Die Gesellschaft kann den direkten oder indirekten Besitz von Aktien der Gesellschaft durch bestimmte natürliche oder juristische Personen einschränken oder verbieten, wenn die Gesellschaft nach eigenem Ermessen der Ansicht ist, daß ein solcher Besitz zu Lasten der Interessen der bestehenden Aktionäre oder der Gesellschaft geht, oder wenn ein solcher Besitz eine Verletzung einer gesetzlichen Bestimmung des Großherzogtums Luxemburg oder eines anderen Landes mit sich zieht oder bewirken kann, oder wenn durch einen solchen Besitz die Gesellschaft mit steuerlichen Nachteilen, Geld- oder anderen Strafen zu rechnen hat, denen sie andernfalls nicht ausgesetzt worden wäre (solche juristische Personen sind durch den Verwaltungsrat festzustellen).

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen und ohne Haftung:

a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktienregister verweigern, wenn es offenkundig ist, daß diese Ausgabe oder Umschreibung zur Folge haben kann oder wird, daß den Aktienbesitz an eine Person übergeht, die nicht dazu berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen;

b) den Zwangsrückkauf von allen Aktien, welche von einem Aktionär gehalten werden, tätigen, wenn der Gesellschaft offenkundig wird, daß eine Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, entweder allein oder aber zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Berechtigter dieser Aktien ist, oder,

c) wenn der Gesellschaft offenkundig wird, daß eine oder mehrere Personen einen solchen Anteil der Aktien der Gesellschaft halten, daß die Steuergesetze oder andere Gesetze von anderen Ländern als jene von Luxemburg auf die Gesellschaft anwendbar werden könnten, den Zwangsrückkauf von allen oder einem Teil der von solchen Aktionären gehaltenen Aktien tätigen.

In diesen in (a) bis (c) (einbegriffen) aufgezählten Fällen wird folgendes Verfahren angewandt:

1) Die Gesellschaft sendet dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (nachstehend Rückkaufsbenachrichtigung genannt) zu; die Rückkaufsbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufsbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das oder die Aktienzertifikate, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien darstellen, zurückzugeben. Sofort nach Büroschluß am Tag, der in der Rückkaufsbenachrichtigung angegeben ist, hört der Aktionär auf, Besitzer derjenigen Aktien zu sein, die in der Rückkaufsbenachrichtigung erwähnt sind, und die Aktienzertifikate (falls ausgegeben), welche die entsprechenden Aktien darstellen, werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert.

2) Der Preis, zu dem die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden («der Rückkaufspreis»), ist gleich dem Nettovermögenswert der Aktien der Klasse(n) und Subfonds, zu der die Aktien jeweils gehören, so wie dieser am Tag der Rückkaufsbenachrichtigung gemäß Artikel 12 der vorliegenden Statuten festgestellt wird, falls anwendbar.

3) Vorbehaltlich aller anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen wird der Rückkaufspreis dem Besitzer jener Aktien in der Währung der betreffenden Aktien durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufsbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Preis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe des oder der Zertifikate, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien darstellen, auszahlen. Sobald der Preis gemäß diesen Bedingungen hinterlegt wurde, kann keine Person, die an den in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert ist, Anspruch auf diese Aktien geltend machen; außerdem kann keine Person rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft oder ihre Guthaben unternehmen, außer das Recht des Aktionärs, welcher sich als rechtmäßiger Besitzer der Aktien ausweist, den hinterlegten Preis ohne Zinsen bei der Bank gegen Rückgabe des oder der Zertifikate ausgezahlt zu bekommen, wie vorgehend erläutert.

4) Die Ausübung durch die Gesellschaft der ihr durch diesen Artikel 11 zugestandenen Befugnisse kann in keinem Fall mit der Begründung, daß es keinen ausreichenden Nachweis des Besitzes der Aktien durch eine Person gab, in Frage gestellt oder ungültig erklärt werden, unter der einzigen Bedingung, daß die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausführte.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen und ohne Haftung bei Aktionärsversammlungen denjenigen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Insbesondere kann die Gesellschaft den Besitz von Aktien der Gesellschaft durch jede «US Person» einschränken oder verbieten. Der Ausdruck «US Person», so wie dieser Ausdruck in der vorliegenden Satzung gebraucht wird, bedeutet jeder Staatsangehörige, Bürger oder Einwohner der Vereinigten Staaten oder eines ihrer Territorien oder Besitztümer oder Gegenden unter ihrer Gerichtsbarkeit.

3. Nettovermögenswert, Ausgabe und Rückkauf von Aktien, Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes

Art. 12. Nettovermögenswert.

Der Nettovermögenswert per Aktie jeder Aktienklasse in jedem Subfonds der Gesellschaft wird periodisch durch die Gesellschaft berechnet, wie der Verwaltungsrat es bestimmen wird, aber in keinem Falle weniger als zweimal im Monat. Der Tag, an dem der Nettovermögenswert der Aktien berechnet wird, wird in der vorliegenden Satzung als «Bewertungstag» bezeichnet, auf der Basis des letzten um 11 Uhr Luxemburger Zeit verfügbaren Kurses. Wenn dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag oder einen Bankfeiertag in Luxemburg fällt, ist der Bewertungstag der darauffolgende volle Arbeitstag in Luxemburg.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird an jedem Bewertungstag in der jeweiligen Referenzwährung des Subfonds ausgedrückt und wird für jede Aktienklasse eines jeden Subfonds dadurch bestimmt, daß das der betreffenden Aktienklasse zugewiesene Vermögen minus die der betreffenden Aktienklasse zugewiesene Passiva durch die Zahl der an einem

Bewertungstag im Umlauf befindlichen ausgegebenen Aktien derselben Aktienklasse geteilt wird. Falls eine materielle Änderung der Kurse nach 11 Uhr Luxemburger Zeit in den Märkten stattgefunden hat, in denen ein wesentlicher Teil der Investitionen, die einem jeweiligen Subfonds zugewiesen sind, notiert werden, kann die Gesellschaft, im Interesse der Aktionäre die erste Wertbestimmung annullieren und eine zweite Wertberechnung durchführen. Jeder eingegangene Antrag auf Zeichnung oder Rückkauf um an der ersten Wertbestimmung getätigt zu werden, werden an der zweiten Wertbestimmung getätigt.

Im Falle der Schaffung eines neuen Subfonds, werden die gesamten Vermögenswerte, welche jeder Aktienklasse in diesem Subfonds zugeteilt werden, durch die Multiplikation der Anzahl der Aktien einer Klasse welche in diesem Subfonds ausgegeben wurden, mit dem anwendbaren Erstausgabepreis, berechnet, und werden nachher infolge von Aktienaussgaben und -rückkäufen angepasst, gemäß dem erhaltenen oder bezahlten Betrag.

Die Bewertung des Nettovermögenswertes pro Aktie der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt ausgeführt:

a) Als Vermögenswerte der Gesellschaft gelten:

I) alles Bargeld, welches sich in der Kasse oder auf einem Bankkonto befindet;

II) Rechnungen, Zahlungsaufforderungen, welche auf Sicht zahlbar sind oder fällige Abrechnungen darstellen, im voraus bezahlte Kosten, Dividenden, angefallene und noch nicht aufgelaufene Zinsen; als Wert wird der ganze Nennwert angenommen, außer wenn es unwahrscheinlich erscheint, daß dieser Wert voll bezahlt werden wird oder eingenommen werden kann, wobei in diesem Falle der Wert nach Abzug eines Betrages, der als angemessen angesehen wird, bestimmt wird;

III) Wertpapiere, welche an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der/die regelmäßig operiert, vom Publikum anerkannt und dem Publikum zugänglich ist («anerkannter Markt»), werden zum letzten verfügbaren Verkaufskurs bewertet. Wird ein Wertpapier an mehreren Börsen notiert, ist der letzte verfügbare Verkaufskurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für jenes Wertpapier ist,

IV) falls der letzte verfügbare Verkaufskurs in der Auffassung des Verwaltungsrates nicht marktgerecht ist, werden diese Wertpapiere zum wahrscheinlichen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt;

V) Wertpapiere, welche nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anerkannten geregelten und dem Publikum zugänglichen Markt gehandelt werden, werden auf der Basis des wahrscheinlichen Verkaufserlöses bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt;

VI) Der Liquidationswert für Terminware, Terminabschlüsse oder Optionsscheine welche nicht an einer Börse oder an einem anerkannten geregelten Markt notiert werden, entspricht ihrem Nettoliquidationswert, so wie er bestimmt wird anhand der vom Verwaltungsrat festgelegten Politik, welche systematisch angewandt wird für jede Vertragskategorie. Der Liquidationswert für Terminware, Terminabschlüsse oder Optionsscheine welche an einer Börse oder an einem anerkannten geregelten Markt notiert werden entspricht dem zuletzt verfügbaren bezahlten Kurs für diese Verträge auf denjenigen Märkten, wo jeweils die Terminware, Terminabschlüsse oder Optionsscheine gehandelt werden; falls eine Terminware, ein Terminabschluß oder ein Optionsvertrag an dem Tage, der als Bewertungstag zwecks der Berechnung des Vermögenswertes gilt, nicht liquidiert werden kann, wird der Liquidationswert eines solchen Vertrages vom Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festgelegt.

Vermögenswerte, welche auf eine andere Devisenart als die Referenzwährung in der die Aktien des betreffenden Subfonds lauten, werden nach dem um 11:00 Uhr Luxemburger Zeit des entsprechenden Bewertungstages an einem anerkannten Markt geltenden Wechselkurs umgerechnet.

b) Als Verpflichtungen der Gesellschaft werden betrachtet:

I) alle Anleihen, angefallene Wechsel und fällige zu bezahlende Abrechnungen;

II) sämtliche fällige und zahlbare Verwaltungskosten (darin einschließlich Kosten für das Portfoliomanagement, Vertriebskosten, Kosten für die Depotbank, den administrativen Agenten und den Registrier- und Transferagenten);

III) alle bekannten, fälligen oder noch nicht fälligen Verbindlichkeiten, darin einbegriffen sämtliche fälligen vertraglichen Verpflichtungen, welche eine Zahlung in bar oder in Naturalien vorsehen;

IV) angemessene von der Gesellschaft bestimmte Rückstellungen für zukünftig fällige Steuern, die auf das Vermögen und Einkommen bis zum Handelstag der dem Bewertungstag vorausgeht, basieren, und andere durch den Verwaltungsrat genehmigte oder gebilligte Reserven, falls vorhanden, insbesondere diejenigen für die mögliche Entwertung der Anlagen der Gesellschaft;

V) alle anderen Verpflichtungen der Gesellschaft, welcher Natur und Art sie auch seien, abgesehen von solchen die durch die Aktien der Gesellschaft dargestellt werden. Um den Betrag dieser anderen Verpflichtungen zu bestimmen, berücksichtigt die Gesellschaft alle von ihr zu tragenden und erwachsenen Ausgaben und, darin einbegriffen, die Vergütungen und Kosten für den/die Direktor(en), (einschließlich angemessener Out-of-Pocket Kosten) den/die Anlageberater und Anlagemanager, den/die Buchhalter, die Depotbank, den/die administrativen Agenten, Vertriebs- und Zahlstellen, Gesellschafts- und Domizilagenten, Registrier- und Transferagenten, sowie alle anderen Bevollmächtigten und Agenten der Gesellschaft und permanente Vertreter der Gesellschaft in Orten, wo die Gesellschaft registriert werden muss; die Kosten für Rechtsberatung und Prüfung der Jahresberichte, die Kosten der Börsennotierungen und deren Aufrechterhaltung, die Veröffentlichungskosten (einschließlich angemessener Werbekosten, Druckkosten, Übersetzungskosten) der Prospekte, erläuternde Erklärungen, Registrierungsdokumente, die Jahres- und Halbjahresberichte, Aktienzertifikate, Aktionärsberichte und die Kosten für die Veröffentlichung des Nettovermögenswertes jedes Subfonds, anfallenden Steuer- und Überwachungskosten, Versicherungskosten, sämtliche sonstige operativen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokeragegebühren sowie Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige

Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

In den Beziehungen zwischen den Aktionären wird jeder Subfonds als eine einzelne juristische Einheit behandelt.

Drittpersonen gegenüber stellt die Gesellschaft eine einzige juristische Einheit dar. Jedoch kommt jeder Subfonds für alle seinen eigenen Verpflichtungen und vertragliche Bindungen auf, insofern keine anderen spezifischen Vereinbarungen mit den Gläubigern getroffen wurden. Die Vermögenswerte, Verpflichtungen, Kosten und Ausgaben, welche keinem spezifischen Subfonds zugerechnet werden können, werden den verschiedenen Subfonds pro rata ihres jeweiligen Nettovermögens zugerechnet, falls die betreffenden Beträge dies als angemessen erscheinen lassen.

Aktien, die im Begriff sind, von der Gesellschaft zurückgekauft zu werden, gelten als ausgegeben bis zum Geschäftsschluß des jeweiligen Bewertungstages, welcher auf den Rückkauf anwendbar ist. Der Preis der Aktien, die zurückgekauft worden sind, gilt als Verbindlichkeit der Gesellschaft ab dem Geschäftsschluß des besagten Tages bis zur Zahlung.

Im Zusammenhang mit eingegangenen Kaufaufträgen ausgegebene Aktien gelten ab Geschäftsschluß am jeweilig für die Zeichnung anwendbaren Bewertungstag als ausgegebene Aktien. Der Ausgabepreis gilt als Forderung der Gesellschaft an den Zeichner ab dem Geschäftsschluß des besagten Tages und so lange, bis dieser Preis bezahlt ist.

Soweit als möglich gehen alle Anlagen und Verkäufe, welche durch die Gesellschaft bis zu einem Bewertungstag beschlossen und vollzogen werden in die Bewertung ein.

Art. 13. Ausgabe, Rückkauf und Umtausch von Aktien.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu jeder Zeit weitere voll eingezahlte Aktien jeder Aktienklasse und von jedem Subfonds auszugeben, und zwar zu einem Preis, der auf dem gemäß Artikel 12 dieser Satzung berechneten Nettowert pro Aktie des betreffenden Subfonds und Aktienklasse, und zu einem Bewertungsdatum, das entsprechend dem vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmten Politik festgelegt wird. Dieser Preis ist zuzüglich eventuell anfallender Ausgabegebühren, wie von Zeit zu Zeit durch den Verwaltungsrat festgelegt.

Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Aktien entgegenzunehmen.

Um gültig zu sein muß jede neue Zeichnung von Aktien voll eingezahlt sein; die ausgegebenen Aktien haben dieselben Rechte wie diejenigen Aktien, welche am Tage der Aktienaussgabe in Umlauf waren.

Falls der Verwaltungsrat bestimmt, daß die Annahme einer Zeichnung von Aktien von Subfonds, deren Wert mehr als zehn Prozent (10 %) des Nettovermögens dieser Subfonds darstellt, den bestehenden Aktionären dieser Subfonds schaden kann, kann er die Annahme der Zeichnung aufschieben, und in Absprache mit dem neuen Aktionär, ihn dazu auffordern, die Zeichnung über einen bestimmten Zeitraum zu staffeln.

Die Gesellschaft kann eine Zeichnung teilweise oder ganz zurückweisen, und der Verwaltungsrat kann, nach eigenem Ermessen, und ohne Haftung und ohne vorherige Ankündigung, die Ausgabe und den Verkauf von Aktien jeder Aktienklasse und jedes Subfonds abbrechen.

Jeder Aktionär hat das Recht, den Rückkauf von allen oder einem Teil seiner Aktien durch die Gesellschaft, zu den vom Verwaltungsrat festgelegten und im Prospekt veröffentlichten Bedingungen, und mit den Einschränkungen dieses Artikels 13 zu verlangen. Der Rückkaufspreis wird binnen einer vom Verwaltungsrat bestimmten Frist, die zehn Arbeitstage vom betreffenden Bewertungsdatum an dem der anwendbare Nettowert der Aktien bestimmt wurde, nicht überschreiten darf, ausbezahlt, falls die Aktienzertifikate der Gesellschaft übergeben worden sind. Der Rückkaufspreis ist gleich dem Nettowert der Aktien der betreffenden Aktienklasse und Subfonds zu dem die Aktien gehören, so wie dieser gemäß den Bestimmungen des Artikels 12 bestimmt wird, gegebenenfalls abzüglich einer Provision und Kosten, wie sie im Prospekt beschrieben sind. Jeder Rückkaufsantrag muß durch den Aktionär schriftlich am Firmensitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei anderen natürlichen oder juristischen Personen, die von der Gesellschaft als bevollmächtigt für den Rückkauf der Aktien bestimmt wurden, eingereicht werden. Die Aktienzertifikate, falls solche ausgegeben wurden, müssen dem Antrag beigefügt sein. Der entsprechende Rückkaufspreis kann nach Ermessen des Verwaltungsrates bis zu maximal drei Dezimalstellen auf- oder abgerundet werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit dafür sorgen, daß jeder Subfonds über genügende Liquiditäten verfügt, um die Ausführung der Rückkaufanträge zu ermöglichen.

Sollte, als Konsequenz eines Rückkaufsantrages der Gesamtnettowert pro Aktie der Aktien einer bestimmten Aktienklasse die ein Aktionär besitzt, unter einem gewissen vom Verwaltungsrat festgelegten Betrag fallen, kann die Gesellschaft den Antrag als einen Rückkaufantrag aller Aktien dieser Klasse, die jener Aktionär besitzt, ansehen.

Falls außerdem an einem bestimmten Datum die Anzahl der Rückkaufanträge gemäß dieses Artikels 13 und der Umtauschanträge mehr als zehn Prozent (10 %) des Nettovermögens eines Subfonds überschreitet, können diese Aufträge zusätzliche Verfahrensweisen wie im Prospekt beschrieben, unterworfen sein. Am ersten Bewertungsdatum, der diesem Zeitabschnitt folgt, werden die betroffenen Rückkauf und Umtauschanträge mit Vorrang behandelt.

Die Gesellschaft hat das Recht, falls der Verwaltungsrat es so bestimmt, und mit dem Einverständnis des betroffenen Aktionärs, der Zahlung des Rückkaufes Genüge zu tun indem sie den betreffenden Aktionär mit Papieren aus dem Investmentpool der betreffenden Aktienklasse bezahlt, im Wert der zurückgekauften Aktien, (so wie er anhand des Artikels 12 festgelegt ist), und zwar am Bewertungsdatum an dem der Rückkaufspreis berechnet wird. Die Charakteristika und der Typ der Papiere die auf diese Weise übergeben werden, werden auf einer fairen und vernünftigen Art bestimmt, die die Interessen der anderen Aktionären des betreffenden Subfonds nicht schaden darf, ferner muß die angewandte Bewertung von einem externen Auditor bestätigt werden. Etwaige anfallende Kosten des Transfers gehen zu Lasten des Erwerbers.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert.

Jeder Aktionär kann innerhalb einer Aktienklasse den Umtausch aller oder eines Teiles seiner Aktien eines bestimmten Subfonds in Aktien eines anderen Subfonds verlangen, wobei der Verwaltungsrat die Bedingungen festlegen kann.

Der Verwaltungsrat kann:

a) die Termine und Bedingungen was das Recht zum Umtausch sowie die Häufigkeit eines Umtauschs zwischen Subfonds angeht;

b) die Zahlung von Kosten und Kommissionen festlegen und zur Bedingung für einen Umtausch machen.

Sollte, als Konsequenz des Umtauschantrages der Gesamtnettvermögenswert pro Aktie der Aktien einer bestimmten Aktienklasse die ein Aktionär besitzt, unter einem gewissen vom Verwaltungsrat festgelegten Betrag fallen, kann die Gesellschaft den Antrag als einen Umtauschantrag aller Aktien dieser Klasse, die jener Aktionär besitzt, ansehen.

Der Umtausch wird zu einem Preis, der auf dem Nettowert pro Aktie des betreffenden Subfonds, gemäß Artikel 12 dieser Satzung berechnet wird, durchgeführt. Die anwendbare Anzahl von Aktien wird gegebenenfalls ab- oder aufgerundet, bis zu einem Maximum von zwei dezimalen Stellen so wie der Verwaltungsrat es bestimmt.

Die umgetauschten Aktien werden in dem alten Subfonds annulliert.

Die Anträge auf Zeichnung, Rückkauf, und Umtausch von Aktien werden an den vom Verwaltungsrat festgelegten Stellen angenommen.

Art. 14. Einstellung der Berechnung des Nettovermögenswertes sowie der Ausgabe, des Rückkaufs und des Umtauschs von Aktien.

Die Gesellschaft ist dazu befugt, zeitweilig die Berechnung des Nettovermögenswertes eines oder mehrerer Subfonds, die Ausgabe, den Umtausch sowie den Rückkauf von Aktien einer oder mehreren Subfonds der Gesellschaft in den folgenden Fällen einzustellen:

a) während jedem Zeitraum, in welchem eine Börse oder ein Hauptmarkt, an dem/der ein wesentlicher Teil der Anlagen der Gesellschaft notiert wird, geschlossen ist, oder der Handel ausgesetzt oder eingeschränkt ist, außer wegen gewöhnlichen Wochenenden und Feiertagen, vorausgesetzt solche Einschränkungen beeinflussen die Bewertung der Investitionen des betreffenden Subfonds der Gesellschaft;

b) falls ein Zustand besteht der in der Meinung der Direktoren als einen Notfall einzustufen ist, in der Hinsicht wo die Veräußerung oder die Bewertung der Aktiva des betreffenden Subfonds undurchführbar ist;

c) falls die Kommunikationsmittel und Datenverarbeitungssysteme, die normalerweise zur Bestimmung des Wertes der Anlagen der Gesellschaft oder der aktuellen Preise auf den Märkten oder Börsen zu gebraucht werden, außer Betrieb sind;

d) falls die Gesellschaft die Übertragung von Erträgen, zum Zwecke der Zahlung von Zurückkäufen des jeweiligen Subfonds nicht durchführen kann, oder wenn ein Geldtransfer zum Zwecke der Verwirklichung oder des Erwerbes von Investitionen oder wegen Rückkäufen in der Meinung des Verwaltungsrates nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann;

e) wenn aus irgend einem anderen Grund der Wert einer dem betreffenden Subfonds zuzuweisenden Investition nicht rasch und genau festgelegt werden kann, oder

f) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einberufung zu einer Generalversammlung, in der über die Auflösung der Gesellschaft Beschluß gefasst werden soll.

Die Aufhebung eines Subfonds hat keinen Einfluß auf die Berechnung des Nettovermögenswertes pro Aktie oder der Ausgabe, des Rückkaufs oder des Umtauschs von Aktien anderer Subfonds, die nicht aufgehoben worden sind.

Unter außergewöhnlichen Bedingungen, welche die Rechte der Aktionäre nachteilig beeinflussen können, behält sich der Verwaltungsrat das Recht vor, erst die notwendigen Verkäufe von Wertpapieren durchzuführen, bevor der Preis, zu dem die Aktionäre einen Rückkauf oder den Umtausch ihrer Aktien verlangen können, bestimmt wird. In einem solchen Fall werden schwebende Anträge zur Zeichnung, Rückkauf und Umtausch auf der Basis des derartig nach den notwendigen Verkäufen berechneten Nettovermögenswertes gehandelt.

Zeichner und Aktionäre, die einen Rückkauf oder einen Umtausch beantragt haben, werden von der Einstellung der Berechnung des Nettovermögenswertes pro Aktie benachrichtigt.

Die Einstellung der Berechnung des Nettovermögenswertes pro Aktie kann durch angemessene Mittel veröffentlicht werden, falls ihre Dauer eine gewisse Zeitspanne überschreitet.

Schwebende Anträge auf eine Zeichnung, einem Rückkauf und einem Umtausch von Aktien können durch schriftliche Benachrichtigung zurückgezogen werden, unter der Bedingung, daß die Gesellschaft die entsprechende Benachrichtigung vor dem Ende des Schwebezustandes erhält.

Derart schwebende Anträge auf eine Zeichnung, einen Rückkauf und einen Umtausch von Aktien werden am ersten Bewertungstag nach der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettovermögenswertes pro Aktie durch die Gesellschaft getätigt.

4. Generalversammlung

Art. 15. Allgemeine Bestimmungen.

Die ordnungsgemäß gebildete Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu bestätigen.

Art. 16. Jährliche Generalversammlung.

Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre wird gemäß der luxemburgischen Gesetzgebung in Luxemburg, am Firmensitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in Luxemburg, der in der Einberufung festgelegt wird, am letzten Dienstag im September jeden Jahres um 11.00 Uhr (Luxemburger Zeit) abgehalten, und zum erstenmal im Jahre 2002. Falls dieser Tag auf ein Bankfeiertag fällt, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, daß Umstände höherer Gewalt dies erfordern. Andere Versammlungen können zu der Zeit und an dem Ort abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen Versammlung angegeben ist.

Art. 17 Generalversammlungen von Aktionären von Aktienklassen.

Die Aktionäre der Aktienklasse in einem bestimmten Subfonds können zu jeder Zeit eine Generalversammlung einberufen, um über Angelegenheiten, welche ausschließlich jene Aktienklasse in jenem Subfonds betreffen, zu entscheiden. Außerdem können die Aktionäre einer Aktienklasse zu jeder Zeit eine Generalversammlung einberufen, um über Angelegenheiten, welche ausschließlich jene Aktienklasse betreffen, zu entscheiden. Es gelten die Regeln die in dieser Satzung vorgesehen sind, sowie das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915, sowie es danach abgeändert worden ist.

Art. 18. Funktionsweise der Generalversammlungen.

Die Einberufungen, sowie die Quora und die Fristen, sowie der Ablauf der Versammlungen der Aktionäre müssen, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Jede Aktie gibt ungeachtet der Klasse und des Subfonds, denen sie angehört, das Recht auf eine Stimme unter Vorbehalt der Einschränkungen, die durch die vorliegende Satzung verfügt werden. Jeder Aktionär kann an den Versammlungen der Aktionäre teilnehmen, indem er schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax eine andere Person als seinen Bevollmächtigten angibt. Teile einer einzelnen Aktie geben kein Anrecht auf eine Stimme.

Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlungen der Aktionäre durch die einfache Mehrheit der anwesenden und mitbestimmenden Aktionäre gefasst.

Der Verwaltungsrat kann andere Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um an den Generalversammlungen teilnehmen zu können. Außerdem werden die Aktionäre jeder Klasse und jedes Subfonds getrennt beraten und unter den gesetzlich vorgesehenen Quorums- und Mehrheitsbedingungen über folgende Punkte abstimmen:

1. Gewinnverwendung ihres Subfonds und ihrer Aktienklasse; und
2. Entscheidungen, welche die Rechte der Aktionäre einer Aktienklasse oder eines Subfonds gegenüber anderen Aktienklassen und/oder Subfonds betreffen.

Art. 19. Einberufungen zu den Generalversammlungen.

Die Aktionäre werden durch den Verwaltungsrat einberufen. Soweit gesetzlich erforderlich, wird das Einberufungsschreiben im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations in Luxemburg sowie in einer luxemburgischen Zeitung und in anderen, vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitungen veröffentlicht.

5. Verwaltung der Gesellschaft**Art. 20. Verwaltung.**

Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, verwaltet; die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein.

Art. 21. Dauer des Mandats der Verwaltungsratsmitglieder, Erneuerung des Verwaltungsrats.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Generalversammlung für einen Zeitraum, der sechs Jahre nicht überschreiten kann, gewählt. Sie bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt wurden und im Amt stehen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mit oder ohne Begründung jederzeit durch eine Entscheidung der Generalversammlung abberufen und ersetzt werden.

Im Falle einer Vakanz eines Verwaltungsratsmitgliedes aufgrund von Tod, Pension oder aus einem Grund können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder eine Sitzung einberufen und durch eine mehrheitliche Abstimmung ein Verwaltungsratsmitglied bestimmen um diese Vakanz auf einer provisorischen Basis bis zur nächsten Generalversammlung zu füllen.

Art. 22. Präsidium des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden sowie einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Ferner kann er einen Sekretär ernennen, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und der verantwortlich ist für die Redaktion der Protokolle der Versammlungen des Verwaltungsrats und der Versammlungen der Aktionäre.

Art. 23. Versammlungen und Beratungen des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern an dem Ort, das in dem Einberufungsschreiben angegeben ist, einberufen.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats steht jeder der Versammlungen des Verwaltungsrats und der Aktionäre vor, in seiner Abwesenheit können jedoch die Aktionäre oder der Verwaltungsrat mit einfacher Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum Vorsitzenden der Versammlung ernennen. Bei einer Generalversammlung an der kein Verwaltungsratsmitglied anwesend ist, kann jede andere Person ernannt werden, um den Vorsitz dieser Versammlung zu übernehmen.

Der Verwaltungsrat kann Direktoren der Gesellschaft ernennen, auch einen Generaldirektor, beigeordnete Direktoren, beigeordnete Sekretäre und andere Bevollmächtigte, die für die Angelegenheiten der Gesellschaft zu führen als nötig empfunden werden. Solche Ernennungen können zu jedem Zeitpunkt durch den Verwaltungsrat zurückgezogen werden. Die Direktoren und Bevollmächtigten brauchen keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Sofern die Satzung es nicht anderes vorsieht, haben die Direktoren und Bevollmächtigten diejenigen Vollmachten und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat erteilt worden sind.

Eine schriftliche Einberufung zu jeder Versammlung des Verwaltungsrats wird an alle Verwaltungsratsmitglieder mindestens drei Tage vor der Stunde, die für die Versammlung vorgesehen ist, ausgegeben, außer im Falle einer Dringlichkeit, wobei in diesem Fall die Art und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden. Ein Einberufungsschreiben ist nicht notwendig, falls jedes Verwaltungsratsmitglied dazu seine schriftliche Zustimmung, durch Kabel, Telegramm, Telex, oder Telefax gegeben hat. Für eine Versammlung des Verwaltungsrats, die zu einer Stunde

und an einem Ort abgehalten wird, welche in einer Entscheidung, die vorher durch den Verwaltungsrat angenommen wurde, festgelegt worden ist, ist eine besondere Einberufung nicht notwendig.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Versammlung des Verwaltungsrats durch ein schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax bevollmächtigtes anderes Verwaltungsratsmitglied teilnehmen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied, das nicht physisch am Versammlungsort anwesend ist, kann an einer solchen Versammlung per Telefonkonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel, bei denen alle an der Versammlung teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören können, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Versammlung durch solche Mittel ist der persönlichen Anwesenheit an einer solchen Versammlung gleichgestellt.

Die Gesellschaft kann nicht durch die einzelne Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds verpflichtet werden, es sei denn es besitzt eine ausdrückliche Vollmacht durch einen Beschluß des Verwaltungsrats.

Gültig verhandeln und handeln kann der Verwaltungsrat nur, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Versammlung des Verwaltungsrates anwesend oder vertreten ist. Entscheidungen werden durch die einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden beziehungsweise vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Der Vorsitzende des Verwaltungsrates hat die ausschlaggebende Stimme.

Von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterschriebene Entscheidungen sind ebenso gültig und durchführbar wie jene, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und durchgeführten Versammlung getroffen werden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien gemacht werden und können durch Brief, Kabel, Telegramm, Telex, Telefax und ähnliche Mittel belegt werden. Als Datum eines solchen Beschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift.

Was die tägliche Verwaltung der Gesellschaft sowie Handlungen im Rahmen der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftszweckes angeht, kann der Verwaltungsrat seine Befugnisse an juristische Personen oder an natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen, delegieren.

Art. 24. Versammlungsprotokolle.

Die Versammlungsprotokolle der Versammlungen des Verwaltungsrats werden durch den Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, durch dasjenige Verwaltungsratsmitglied, das den Vorsitz übernommen hat, unterschrieben.

Abschriften oder Auszüge von Protokollen, die vor Gericht oder anderswo vorgelegt werden sollen, werden durch den Vorsitzenden, den Sekretär oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterschrieben.

Art. 25. Vertretung der Gesellschaft gegenüber Drittpersonen.

Rechtlich gebunden wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die einzelne Unterschrift eines bevollmächtigten Verwaltungsratsmitgliedes oder Direktoren der Gesellschaft, der die entsprechende Vollmacht erhalten hat, oder durch die einzelne Unterschrift jeder anderen Person, der der Verwaltungsrat eine entsprechende Vollmacht gegeben hat.

Art. 26. Befugnisse des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat bestimmt, durch die Anwendung des Prinzips der Risikoverteilung, die generelle Linie der Vermögensverwaltung und die Investitionspolitik ebenso wie die Richtlinien, die in der Verwaltung der Gesellschaft zu befolgen sind.

Art. 27. Interessenkollisionen.

Kein Vertrag und kein Vergleich, den die Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder Firma schließt, kann durch die Tatsache, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren oder Bevollmächtigte der Gesellschaft irgendwelche Interessen in jener anderen Gesellschaft oder Firma haben, beeinträchtigt oder ungültig gemacht werden.

Ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Gesellschaft, welcher lediglich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag schließt oder in einer anderen Weise in geschäftliche Beziehungen tritt, verliert dadurch nicht das Recht, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäftssachen in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendeiner Angelegenheit der Gesellschaft hat, muß dieses Verwaltungsratsmitglied, dieser Direktor oder Bevollmächtigte der Gesellschaft den Verwaltungsrat von diesem persönlichen Interesse informieren, und wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds, Direktors oder Bevollmächtigten wird bei der nächsten Versammlung der Aktionäre erstattet.

Der im vorstehenden Absatz verwendete Begriff «persönliches Interesse» findet keine Anwendung auf Beziehungen und Interessen, die Baillie Gifford Gesellschaftsgruppe, deren Tochtergesellschaften oder verbundene Gesellschaften oder jeder anderen von dem Verwaltungsrat nach freiem Ermessen benannten Gesellschaft oder Firma betreffen.

Art. 28. Entschädigung der Direktoren.

Die Gesellschaft kann jedem Direktor oder Bevollmächtigten, seinen Erben, Vollstreckern und Administratoren die eingegangenen vernünftigen Ausgaben im Rahmen seiner Handlungen, die er in seiner Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied oder Bevollmächtigten der Gesellschaft durchgeführt hat oder, auf Bitte der Gesellschaft, falls jene ihn nicht entschädigt, als Verwaltungsratsmitglied oder Bevollmächtigten einer anderen Gesellschaft in welcher die Gesellschaft Aktionär ist, durchgeführt hat, vergüten. Dies beinhaltet nicht jene Handlungen für deren Fahrlässigkeit oder Mißwirtschaft oder andere Pflichtverletzungen das Verwaltungsratsmitglied oder der Bevollmächtigte haften muß aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses, oder eine solche Fahrlässigkeit oder Mißwirtschaft oder anderen Pflichtverletzungen anerkannt worden ist. Im Falle einer Schlichtung betrifft die Vergütung lediglich jene Angelegenheiten, in denen die Gesell-

schaft sich Rat geholt hat und feststellen kann, daß sie die Pflichtverletzungen nicht betreffen. Das Recht auf Vergütung schließt keine anderen Ansprüche seitens dieser Personen aus.

Art. 29. Vergütungen des Verwaltungsrats.

Die Generalversammlung kann den Verwaltungsratsmitgliedern, als Entgelt für die geleisteten Dienste, eine feste jährliche Summe als Vergütung zuteilen; solche Summen werden als allgemeine Ausgaben der Gesellschaft verbucht und werden durch den Verwaltungsrat nach freiem Ermessen unter seinen Mitgliedern aufgeteilt.

Außerdem können die Verwaltungsratsmitglieder die von ihnen in Bezug auf die Gesellschaft getätigten Ausgaben vergütet bekommen, sofern sie angemessen sind.

Die Vergütung des Vorsitzenden und des Sekretärs des Verwaltungsrats sowie diejenigen der Generaldirektoren und Bevollmächtigten werden durch den Verwaltungsrat festgelegt.

Art. 30. Anlageberater, Anlageverwalter, Depotbank, und andere Vertragsparteien.

Die Gesellschaft kann einen Anlageberatervertrag abschließen, um bei der Verwaltung ihres Portfolios Beratung und Beistand zu erhalten. Sie kann ebenfalls mit einem oder mehreren Anlageverwalter Verwaltungsverträge abschließen.

Außerdem kann die Gesellschaft auf Serviceverträge mit andern Parteien eingehen. Dies beinhaltet unter anderem den Einsatz eines Zentralverwalters für die Verwaltung und die Domizilierung der Gesellschaft, der die Rolle der «administration centrale» im Sinne des Rundschreibens des Institut Monétaire Luxembourgeois n° 1991/75 vom 21. Januar 1991 übernimmt.

Die Gesellschaft wird mit einer Bank (im folgenden «Depotbank»), die den Anforderungen des Gesetzes vom 30. März 1988, so wie es abgeändert worden ist, betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen, gerecht wird einen Depotbankvertrag abschließen. Alle übertragbaren Wertpapiere und das Bargeld der Gesellschaft werden von der Depotbank oder für das Konto der Gesellschaft gehalten. Die Depotbank wird gegenüber der Gesellschaft und ihren Aktionären die gesetzlichen Verantwortungen tragen.

Falls die Depotbank den Vertrag kündigen möchte, tut der Verwaltungsrat sein Bestes, um eine andere Depotbank zu ermitteln, welche an die Stelle der kündigenden Depotbank tritt; der Verwaltungsrat wird die betreffende Bank als neue Depotbank ernennen. Der Verwaltungsrat ist dazu berechtigt, die Depotbank zu kündigen, eine Kündigung wird jedoch erst wirksam, wenn eine neue Depotbank den vorgehenden Bestimmungen zufolge als Nachfolgerin ernannt wurde.

6. Wirtschaftsprüfer

Art. 31. Wirtschaftsprüfer.

Die Geschäfte der Gesellschaft und ihre Finanzlage, insbesondere ihre Buchführung werden durch einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer kontrolliert, welcher die Bedingungen erfüllt, die das Gesetz vom 30. März 1988, so wie es abgeändert worden ist, betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen, in Bezug auf Seriosität und Berufserfahrung vorschreibt. Die Wirtschaftsprüfer werden von der Generalversammlung ernannt.

7. Jahresabschluß

Art. 32. Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juni eines jeden Jahres und endet am 31. Mai des darauffolgenden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Gründungstag beginnt und am 31. Mai 2002 endet.

Art. 33. Gewinnverwendung.

Die Aktionäre jeder Aktienklasse eines jeden Subfonds beschließen auf der jährlichen Generalversammlung, auf Vorschlag des Verwaltungsrates hin, falls und wenn den Betrag der Ausschüttungen, innerhalb der Grenzen des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen, zugunsten der Aktionäre vorgenommen werden.

In jedem Subfonds können, unter den gesetzlichen Bedingungen und auf Beschluss des Verwaltungsrates, Zwischen dividenden auf Aktien ausgezahlt werden.

Ausschüttungen, die nicht innerhalb einer Frist von 5 Jahren beginnend am Datum ihrer Auszahlung gefordert werden, werden ihren Nutznießern aberkannt und dem entsprechendem Subfonds zugesprochen.

8. Auflösung und Liquidation

Art. 34. Auflösung der Gesellschaft.

Zu jeder Zeit kann die Generalversammlung durch einen mit dem Quorum, wie im Artikel 18 festgelegt, gestimmten Beschluß die Gesellschaft auflösen.

Sobald das Kapital der Gesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, so wie es vom luxemburgischen Gesetz vom 30 März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehen wird, fällt, muß der Verwaltungsrat die Frage der etwaigen Auflösung den Aktionären in der Generalversammlung unterbreiten. Diese Generalversammlung, für die kein Quorum nötig ist, wird mit einfacher Mehrheit der an der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird auch an die Hauptversammlung von Aktionären weitergeleitet werden, sobald das Kapital unter ein Viertel des Mindestkapitals fällt, wie durch das Gesetz vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehen. In diesem Fall wird die Hauptversammlung ohne Beschlußfähigkeitsauflagen abgehalten und die Auflösung kann von den Aktionären, die ein Viertel der anwesenden oder vertretenen Aktien halten, beschlossen werden.

Die Versammlung muß innerhalb einer Frist von vierzig Tagen vom Tag der Feststellung der Tatsache, daß die Nettovermögenswerte der Gesellschaft unter zwei Drittel oder ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen sind, je nach dem, einberufen werden.

Die Ausgabe neuer Aktien durch die Gesellschaft wird am Tag der Veröffentlichung der Einberufung zur Versammlung der allgemeinen Aktionäre, an der die Auflösung und die Liquidierung der Gesellschaft vorgeschlagen werden wird, eingestellt.

In diesem Fall werden ein oder mehrere Liquidatoren von der Generalversammlung der Aktionären ernannt, um unter der Aufsicht der relevanten überwachenden Behörde die Vermögenswerte der Gesellschaft in den besten Interessen der Aktionäre zu veräußern.

Der Erlös der Liquidation jedes Subfonds wird von den Liquidatoren netto abzüglich aller Liquidationsausgaben, unter den Inhabern von Aktien in jeder Klasse in Übereinstimmung mit ihren jeweiligen Rechten verteilt werden. Die Summen, die am Ende des Liquidationsprozesses von Aktionären nicht gefordert werden, werden, in Übereinstimmung mit der luxemburgischen Gesetzgebung, in der Caisse des Consignations in Luxemburg deponiert, bis die gesetzliche Verjährung eingetreten ist.

Art. 35. Schluß, Teilung und Verschmelzung von einzelnen Subfonds.

Der Verwaltungsrat kann zu jedem Moment den Schluß, die Teilung und/oder die Verschmelzung irgendeines einzelnen Subfonds entscheiden. Im Fall vom Schluß eines einzelnen Subfonds kann der Verwaltungsrat den Aktionären solches einzelnen Subfonds die Umwandlung ihrer Aktien in Aktien einer anderen Klasse eines anderen Subfonds vorschlagen, und zwar unter den Bedingungen, die vom Verwaltungsrat festgelegt werden. Falls aus irgendeinem Grund der Wert des Nettovermögens eines Subfonds oder irgendeiner Klasse von Aktien innerhalb eines einzelnen Subfonds in einem Maße das von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat bestimmt wird, abgenommen hat, so daß eine wirtschaftlich effiziente Bedienung der Klasse dieses Subfonds von Aktien nicht mehr möglich ist, oder wenn eine Änderung in der wirtschaftlichen oder politischen Situation in Beziehung mit einem Subfonds materiell ungünstige Folgen auf die Anlagen dieses einzelnen Subfonds haben könnte, kann der Verwaltungsrat den zwangsweisen Rückkauf sämtlicher Aktien der betreffenden Klassen entscheiden, und zwar zum Nettovermögenswert der Aktien, unter Berücksichtigung der eigentlichen Verwirklichungspreise von Anlagen und Verwirklichungsausgaben und basierend auf dem Wertschätzungstag, an dem eine solche Entscheidung in Kraft tritt.

Vor dem Tag des Inkrafttretens des verbindlichen Rückkaufs benachrichtigt die Gesellschaft die betroffenen Aktionäre der relevanten Klassen von Aktien, und gibt in dieser Benachrichtigung die Gründe des verbindlichen Rückkaufs und das Verfahren der Rückkaufoperationen an. Im Register eingetragene Aktionäre werden per Schreiben benachrichtigt. Außer wenn es im Interesse der Aktionäre ist oder um eine gerechte Behandlung der Aktionäre zu garantieren, anders beschlossen wird, können Aktionäre des betroffenen Subfonds bis zum Datum, an dem der verbindliche Rückkauf wirksam wird, weiter Rückkauf- oder Umtauschanträge kostenlos stellen, wobei die eigentlichen Veräußerungspreise und -ausgaben der Aktien in Betracht gezogen werden.

Ungeachtet der Vollmachten, die dem Verwaltungsrat im vorausgehenden Absatz verliehen werden, darf die Generalversammlung von Aktionären von irgendeiner oder allen Klassen von Aktien, von irgendeinem Subfonds, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, alle Aktien der relevanten Klasse zurückkaufen und den Aktionären den Nettovermögenswert pro Aktie ihrer Aktien zurückerstatten, wobei die eigentlichen Veräußerungspreise und -ausgaben der Anlagen berücksichtigt werden, und auf den Bewertungstag, an dem solche Entscheidung wirksam wird, berechnet werden. Es werden keine Quora für solche Generalversammlungen von Aktionären angewandt; die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der an dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre angenommen.

Vermögenswerte, die nicht an ihre Besitzer nach der Durchführung des Rückkaufs ausgeschüttet werden können, werden für sechs Monate bei der Depotbank deponiert; nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte bei der Caisse des Consignations im Namen der Besitzer deponiert.

Alle zurückbezahlten Aktien werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert.

Unter den gleichen Umständen wie im zweiten Absatz dieses Artikels 35 vorgesehen kann der Verwaltungsrat entscheiden, daß die Vermögenswerte irgendeines Subfonds einem noch bestehenden Subfonds innerhalb der Gesellschaft, oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, der nach den Bestimmungen von Teil I des luxemburgischen Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen organisiert ist, oder einem anderen innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen organisierten Subfonds (nachstehend «der neue Subfonds»), zugeteilt werden, und jene Klassen von Aktien als Aktien einer anderen Klasse neu bezeichnen (nach einem Split oder einer Konsolidierung, falls notwendig, und der Auszahlung eines Betrages, welcher dem Anspruch auf Bruchteilen der Aktionäre entspricht). Einen Monat vor dem Datum an dem die Verschmelzung wirksam wird, wird die Entscheidung in der gleichen Weise als vorher beschrieben veröffentlicht (und, außerdem wird die Veröffentlichung Informationen in Beziehung zum neuen Subfonds enthalten), um den Aktionären zu ermöglichen, während diesem Monat den Rückkauf oder den Umtausch ihrer Aktien ohne Gebühr zu beantragen.

Unter den gleichen Umständen dieses Artikels 35 kann der Verwaltungsrat entscheiden, daß ein Subfonds oder eine Aktienkategorie in zwei oder mehreren Subfonds oder Klassen aufgeteilt wird. Einen Monat vor dem Datum an dem die Aufteilung wirksam wird, wird eine solche Entscheidung in der gleichen Weise als vorher beschrieben veröffentlicht (und, außerdem wird die Veröffentlichung Informationen in Beziehung zu den zwei oder mehreren neuen Subfonds enthalten), um den Aktionären zu ermöglichen, während diesem Monat den Rückkauf ihrer Aktien ohne Gebühr zu beantragen.

Ungeachtet der Vollmacht, die dem Verwaltungsrat im vorausgehenden Absatz verliehen wird, kann eine Hauptversammlung von Aktionären aller Aktienklassen eines bestimmten Subfonds eine Verschmelzung oder eine Teilung der betreffenden Subfonds entscheiden; es gibt in diesem Fall kein Quorum, der Beschluß kann mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien genommen werden.

Eine Einlage der Vermögenswerte und der verteilbaren Verpflichtungen eines Subfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, wie in den vorausgehenden Absätzen beschrieben, oder in einen anderen Subfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen kann nur unter der Bedingung eines Beschlusses der Aktionäre der

Aktien des betroffenen Subfonds, mit einem Quorum von fünfzig Prozent (50 %) der Aktien, der mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien genommen wird, getroffen werden, es sei denn die Verschmelzung geschieht mit einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen, auf vertraglicher Basis («fonds commun de placement»), oder einem im Ausland domizilierten Organismus für gemeinsame Anlagen wobei in diesem Fall der Beschluß nur für diejenigen Aktionäre bindend ist, die für eine solche Verschmelzung gewählt haben.

Art. 36. Liquidation.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können), die von der Generalversammlung der Aktionäre, welche die Auflösung beschließt, ernannt werden, durchgeführt; die Generalversammlung der Aktionäre setzt ferner die Befugnisse der Liquidatoren und ihre Vergütungen fest.

Der Nettoerlös der Liquidation eines jeden Subfonds wird durch die Liquidatoren den Aktionären jedes Subfonds im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen im betreffenden Subfonds gehaltenen Aktien verteilt. Die Beträge, die von den Aktionären am Ende der Liquidation noch nicht angefordert wurden, werden bei der CAISSE DES CONSIGNATIONS in Luxemburg hinterlegt. Falls diese Beträge nach Ablauf einer Frist von fünf Jahren noch nicht verlangt wurden, verjähren sie und ein Anspruch darauf kann nicht mehr erhoben werden.

Art. 37. Von der Gesellschaft getragene Ausgaben.

BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LIMITED trägt die Gründungskosten der Gesellschaft und jedes Subfonds.

Die Gesellschaft trägt alle ihre laufenden Ausgaben, wie in Artikel 12 beschrieben.

Art. 38. Satzungsänderung.

Die vorliegende Satzung kann jederzeit geändert werden, und zwar durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, die den Bedingungen betreffend das Quorum und die Mehrheit, wie es das Luxemburgische Gesetz vorsieht, unterworfen ist.

Jede die Gesellschaft betreffende Änderung der allgemeinen Bedingungen, die eine Verminderung der Rechte oder Garantien der Aktionäre als Folge hat oder die den Aktionären zusätzliche Kosten auferlegt, kann erst drei Monate nach dem Datum der Zustimmung der Generalversammlung zur Satzungsänderung in Kraft treten. Während dieser drei Monate können die Aktionäre den Rückkauf ihrer Aktien zu den vor der betreffenden Änderung anwendbaren Bedingungen verlangen.

Art. 39. Allgemeine Bestimmungen.

Alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, werden von den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 (einschließlich Änderungsgesetzen) über die Handelsgesellschaften sowie vom Gesetz vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen, so wie es abgeändert worden ist, geregelt.

Zeichnung und Einzahlung

Die Zeichner haben die Aktien in bar wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

Name des Aktionärs	Gezeichnetes Kapital	Eingezahltes Kapital	Anzahl der Aktien
BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LIMITED	16.000,- EUR	16.000,- EUR	1
BAILLIE GIFFORD & CO.	16.000,- EUR	16.000,- EUR	1
Total:	32.000,- EUR	32.000,- EUR	2

Der unterzeichnete Notar hat ausdrücklich festgestellt, daß solche Zahlungen eingegangen sind.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die in irgendeiner Form der Gesellschaft zur Last fallen, werden auf 300.000,- LUF veranschlagt und werden von BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LIMITED getragen.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann treten die Erscheinenden, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen.

Nachdem sie die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt haben, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrats wird auf drei und die der Wirtschaftsprüfer auf einen festgesetzt.
2. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrats werden bis zur jährlichen Generalversammlung, welche in Luxemburg am 24. September 2002 abgehalten wird und bis Nachfolger ernannt und genehmigt sind, ernannt
 - John Ross Lidstone, Director, BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LIMITED, wohnhaft in 6 Barnton Park, Edinburgh, EH4 6JF, Scotland;
 - Christian Billon, Manager, FIDUCIAIRE BILLON, S.à r.l., wohnhaft in 16, rue d'Orange, L-2267 Luxemburg;
 - Christian Kremer, Managing Partner, KREMER ASSOCIES & CLIFFORD CHANCE, wohnhaft in 68, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxemburg.
3. PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1014 Luxemburg, wird bis zur jährlichen Generalversammlung welche am 24. September 2002 abgehalten wird, und bis ein Nachfolger ernannt und genehmigt ist, als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft ernannt.
4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 47, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg.

5. Auf der Grundlage von Artikel 23 der Satzung wird der Verwaltungsrat ermächtigt, seine Befugnisse im Rahmen der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft an natürliche Personen und juristische Einheiten zu delegieren.

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag der Kompartmenten die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Antrag derselben Kompartmenten und im Falle von Unterschieden zwischen dem Englischen und dem Deutschen Text, ist der Englische Text ausschlaggebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die erschienene Person, dem instrumentierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. Hauser, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2001, vol. 131S, fol. 59, case 5. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, auf stempelfreiem Papier, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 24. September 2001.

P. Frieders.

(60837/212/1333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2001.

IDEA ADVISORY, Société Anonyme Holding.

Registered office: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

STATUTES

In the year two thousand one (2001), on the 19th of March.

Before the undersigned Maître Delvaux, notary public residing in Luxembourg.

There appeared the following persons:

1) BANCA IDEA, having its registered office at Via Btg. Framarin 18, I-36100 Vicenza, Italy, duly represented by Mrs Tamara Neumann, residing in D-54457 Wincheringen, by virtue of a proxy given, on March 14, 2001.

2) VP INTERNATIONAL HOLDING S.A., residing in 33, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, duly represented by Mrs Tamara Neumann, residing in D-54457 Wincheringen, by virtue of a proxy given on March 14, 2001.

The proxies given, signed *ne varietur* by all the appearing persons and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing parties acting in the hereabove stated capacities have drawn up the following Articles of Incorporation of a public limited company which they declare organised among themselves.

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme holding under the name of IDEA ADVISORY S.A.

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article twenty-one hereof.

Art. 3. The object of the Corporation is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, including in IDEA MULTIMANAGER, SICAV, a société d'investissement à capital variable organised under the laws of Luxembourg as well as the development of such participations. It shall serve as adviser to IDEA MULTIMANAGER, SICAV in connection with the management of its assets and its promotion, but shall not provide such assistance to any other corporation.

The Corporation shall not have any industrial activity and shall not maintain any commercial establishment open to the public.

It may carry on any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limits set forth by the law of July thirty-first nineteen hundred and twenty-nine governing holding companies.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The corporate capital is set at seventy-five thousand Euro (EUR 75,000.-) consisting of seven thousand and five hundred (7,500.-) shares, each with a par value of ten Euro (EUR 10.-) per share.

The corporate capital may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 6. The shares of the Corporation shall be in registered form.

A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Corporation. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amount paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers.

Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register. Certificates of these inscriptions will be taken from a counterfoil register and signed by two directors.

The Corporation will recognise only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the Corporation has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share as the sole owner in relation to the Corporation.

Art. 7. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 15th day of April at 12.30 p.m. If such day is not a business day, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by law or provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 10. The general meeting shall be called upon at least eight days prior to the meeting by registered mail to each registered shareholder.

If however, all of the shares are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period not in excess of six years and until their successors are elected, provided however that any director may be replaced at any time by a resolution taken at a shareholders' meeting.

In the event of a director's position becoming vacant for any reason, the remaining directors shall meet and elect a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 12. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen.

It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director, and in respect of shareholders' meetings any other person, as chairman pro tempore by vote of a majority of the shareholders present or represented at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers and other agents of the Corporation, including a managing director, a general manager and any assistant general managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least forty-eight hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telex or facsimile transmission of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another director as his proxy. One director may replace several of his colleagues.

The board of directors can deliberate or act validly only if a majority of the directors in office at the relevant period of time are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the director chairing the meeting shall have a casting vote.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. Any action required or permitted to be taken at a

meeting of the board of directors may further be taken without a meeting if all members of the board of directors consent thereto in writing.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 14. The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors, or by written consent in accordance with Article twelve hereof.

The board of directors shall have power to determine the corporate policy and the course and conduct of the management and business affairs of the Corporation. Directors may not, however, bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation or to any other agent as provided for by Article 60 of the law of August 10, 1915, as amended, on commercial companies.

Art. 15. No contract or other transmission between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in such contract or transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Corporation who serves as a director, associate, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's personal interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving such corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

The Corporation shall indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation, or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 16. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors of the Corporation, or by the individual signature of any person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. The operations of the Corporation, shall be supervised by a statutory auditor. The statutory auditor shall be elected by the shareholders at the annual general meeting of shareholders for a period not in excess of six years and shall remain in office until his successor is elected.

The statutory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 18. The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January of each year and shall terminate on December 31 of the same year.

Art. 19. From the annual net profit of the Corporation, five per cent (5 %) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10 %) of the capital of the Corporation as stated in Article five hereof or as increased or reduced from time to time.

The general meeting of shareholders shall decide each year how the remainder of the annual net profit shall be allocated. This allocation may include the distribution of dividends, the creation or supply of a reserve or accrual, as well as the carrying over. The Board of Directors may, while observing the legal requirements, declare interim dividends.

Art. 20. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 22. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10, 1915, as amended, on commercial companies.

Transitory Dispositions

1. The first accounting year will begin on the date of formation of the Corporation and will end on December thirty-first two thousand one.
2. The first annual general meeting will be held in two thousand two.

Subscription

The shares are subscribed as follows:

1) BANCA IDEA, prenamed	7,425 shares
2) VP INTERNATIONAL HOLDING S.A., prenamed	75 shares
Total:	7,500 shares

The shares have all been paid up to the extent of one hundred per cent (100 %) by payment in cash, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately LUF 93,000.-.

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article twenty-six of the law of August tenth nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

General meeting of shareholders

The above-named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following decisions:

First resolution

The meeting elected:

As President:

- Giovanni Bettanin, BANCA IDEA.

As Directors:

- Fabrizio Viola, BANCA IDEA Managing Director

- Marco E. Sturmman, BANCA IDEA General Manager

- Silvano Salvestrini, BANCA IDEA Sales Manager

- Franco Tonato, BANCA POPOLARE DI VICENZA Financial Controller.

Second resolution

The meeting elected as statutory auditor:

PricewaterhouseCoopers, Société à responsabilité limitée, Réviseur d'entreprises, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Third resolution

The registered office of the Company is set at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Fourth resolution

In compliance with Article 60 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the general meeting authorises the board of directors to delegate the day to day management of the Corporation as well as the representation of the Corporation for such management to one or more of its members.

Fifth resolution

The term of office of the directors and of the statutory auditor shall end at the general meeting called to approve the accounts of the accounting year ended 2001.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil statutes and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du procès-verbal qui précède:

L'an deux mille un, le dix-neuf mars.

Par-devant Maître Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) BANCA IDEA, ayant son siège social à Via Btg. Framarin 18, I-36100 Vicenza, Italie, représentée par Madame Tamara Neumann, demeurant à D-54457 Wincheringen, suivant une procuration datée du 14 mars 2001.

2) VP INTERNATIONAL HOLDING S.A., demeurant au 33, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, représentée par Madame Tamara Neumann, demeurant à D-54457 Wincheringen, suivant une procuration datée du 14 mars 2001.

Les procurations prémentionnées, signées ne varietur par toutes les parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées à ce document pour être soumises à la formalité de l'enregistrement.

Les parties comparantes, ès qualités qu'elles agissent, ont demandé au notaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme qu'elles forment entre elles:

Art. 1^{er}. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme holding sous la dénomination IDEA ADVISORY.

Art. 2. La Société est établie pour une période illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modifications de statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article vingt et un ci-après.

Art. 3. L'objet de la Société est la prise de participations sous n'importe quelle forme dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, incluant IDEA MULTIMANAGER, SICAV, une société d'investissement à capital variable existant sous les lois luxembourgeoises, de même le développement de telles participations. Elle servira de conseiller à IDEA MULTIMANAGER, SICAV, pour la gestion et la promotion de ses avoirs, mais ne fournira ce service à aucune autre société.

La Société n'aura pas d'activités industrielles et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle pourra exécuter toutes activités qui seront utiles à l'accomplissement de son objet, en restant, toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 5. Le capital social est fixé à soixante et quinze mille euros (EUR 75.000,-), représenté par trois mille (7.500) actions d'une valeur nominale de euros dix (EUR 10,-) par action.

Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par résolution des actionnaires prise conformément aux dispositions exigées pour la modification des présents statuts, telles qu'établies à l'article vingt et un ci-après.

Art. 6. Les actions émises par la Société seront nominatives.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, la somme libérée pour chacune de ces actions ainsi que le transfert des actions et les dates de ces transferts.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre des actions nominatives. Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés d'un registre à souche et signés par deux administrateurs.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à l'action jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme propriétaire de l'action vis-à-vis de la Société.

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation le 15^{ème} jour du mois d'avril à 12.30 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Les quorums et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit ou par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie une autre personne comme mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 10. Les assemblées des actionnaires seront convoquées par lettre recommandée, au moins huit jours avant l'assemblée, à tout actionnaire.

Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils affirment avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis ou publication préalables.

Art. 11. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins lesquels n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission, de révocation ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour combler cette vacance, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 12. Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui devra dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires. Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du conseil d'administration présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence les actionnaires ou le conseil d'administration désigneront à la majorité un autre administrateur, et pour les assemblées générales des actionnaires toute autre personne, pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées et réunions.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des directeurs et fondés de pouvoir de la Société, dont un directeur général, un administrateur-délégué, éventuellement des directeurs généraux-adjoints et d'autres directeurs et fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bon les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les statuts n'en décident pas autrement, les directeurs et fondés de pouvoir auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le conseil d'administration.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins quarante-huit heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télécopieur ou télex un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si au moins la majorité des administrateurs en fonction est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à la réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président aura voix prépondérante.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 13. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou l'administrateur qui aura assumé la présidence en son absence.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 14. Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du conseil d'administration régulièrement convoquées, ou par confirmation écrite conformément à l'article douze ci-dessous. Le conseil d'administration aura le pouvoir de déterminer la politique de la Société ainsi que le cours et la conduite de l'administration et des opérations de la Société. Les administrateurs ne pourront cependant pas engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés par une résolution du conseil d'administration.

Conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et à l'exécution d'opérations en vue de l'accomplissement de son objet et de la poursuite de l'orientation générale de sa gestion à des directeurs ou fondés de pouvoir de la Société.

Art. 15. Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé.

L'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, directeur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir aurait un intérêt personnel dans quelque affaire de la Société, cet administrateur, directeur ou fondé de pouvoir devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur, directeur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des actionnaires.

Le terme «intérêt personnel», tel qu'il est utilisé à la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, avec toute société ou entité juridique que le conseil d'administration pourra déterminer de temps en temps.

La Société pourra indemniser tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par tous actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef de l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir.

Art. 16. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, ou par la signature de toute autre personne à qui des pouvoirs de signature auront été spécialement délégués par le conseil d'administration.

Art. 17. Les opérations de la Société seront surveillées par un commissaire.

Le commissaire sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et restera en fonction jusqu'à l'élection de son successeur.

Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée des actionnaires.

Art. 18. L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 19. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5 %) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social tel qu'il est prévu à l'article 5 des statuts ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit.

L'assemblée générale des actionnaires décidera chaque année de l'usage à faire du solde du bénéfice net annuel. L'affectation du bénéfice peut comporter la distribution de dividendes, la création ou l'alimentation de fonds de réserve, de provision ainsi que le report à nouveau. Le conseil d'administration peut, en observant les prescriptions légales, procéder à des distributions d'acomptes sur dividendes.

Art. 20. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 21. Les présents statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise.

Art. 22. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée sur les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille un.

2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en deux mille deux.

Souscription et libération

Les actions sont souscrites comme suit:

1) BANCA IDEA, prénommée	7.425 actions
2) VP INTERNATIONAL HOLDING S.A., prénommée	75 actions
Total:	7.500 actions

Les actions ont toutes été libérées entièrement par paiement en espèces, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société à la suite de sa constitution s'élèvent à approximativement LUF 93.000,-.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article vingt-six de la loi du dix août mil neuf cent quinze relative aux sociétés commerciales ont été observées.

Assemblée générale des actionnaires

Les personnes sus-indiquées représentant le capital souscrit en entier et se considérant comme régulièrement convoquées, ont immédiatement procédé à une assemblée générale extraordinaire. Après avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, elle a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les personnes suivantes sont nommées:

en qualité de président:

- Giovanni Bettanin, BANCA IDEA.

en qualité de directeurs:

- Fabrizio Viola, BANCA IDEA Managing Director

- Marco E. Sturmman, BANCA IDEA General Manager

- Silvano Salvestrini, BANCA IDEA Sales Manager

- Franco Tonato, BANCA POPOLARE DI VICENZA Financial Controller.

Deuxième résolution

L'assemblée a élu comme commissaire:

PricewaterhouseCoopers, Société à responsabilité limitée, Réviseur d'entreprises, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Troisième résolution

Le siège social de la Société est fixé à 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Quatrième résolution

Conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs de ses membres.

Cinquième résolution

La durée du mandat des administrateurs et du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur l'exercice deux mille un.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivie d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: T. Neumann, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 19 mars 2001, vol. 8cs, fol. 67, case 10. – Reçu 30.255 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2001.

J. Delvaux.

(21833/208/452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2001.

NIKKO SKILL INVESTMENTS TRUST (LUX), Fonds Commun de Placement.

—
MANAGEMENT REGULATIONS

1) The Fund

NIKKO SKILL INVESTMENTS TRUST (LUX) (hereinafter referred to as the «Fund») organised in and under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment umbrella fund («fonds commun de placement à compartiments multiples»), is an unincorporated co-proprietorship of securities and other assets, managed in the interest of its co-owners (hereinafter referred to as the «Unit-holders») by TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. (hereinafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. The assets of the Fund which are held in custody by NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A. (hereinafter referred to as the «Custodian») are separated from those of the Management Company and from those of other funds managed by the Management Company.

By the acquisition of units of the Fund (the «Units»), any Unit-holder fully accepts these Management Regulations which determine the contractual relationship between the Unit-holders, the Management Company and the Custodian.

The Fund will be an umbrella fund consisting of different sub-funds (hereinafter referred to as the «Sub-Fund» or «Sub-Funds») to be created pursuant to Article 4) «The Sub-Funds»).

2) The Management Company

The Fund is managed on behalf of the Unit-holders by the Management Company which shall have its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 6) «Investment Restrictions» hereafter, on behalf of the Unit-holders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company (hereinafter the «Board of Directors») shall determine the investment policy of each Sub-Fund within the restrictions set forth in Article 6) «Investment Restrictions» hereafter.

The Board of Directors of the Management Company may appoint officers and/or a general manager or managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund.

The Management Company, any investment managers, any investment advisers and the Distributors are entitled to fees, payable quarterly or annually, in arrears, based on the total average daily net assets of each Sub-Fund during the relevant period. The total of such fees to be paid out of the assets of the relevant Sub-Fund (as defined in Article 4) «The Sub-Funds» below) may not exceed an annual rate of 3% of the net assets attributable to such Sub-Fund not inclusive of any performance fee payable in respect of a Sub-Fund as disclosed in the Prospectus of the Fund.

3) The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A., a corporation organized under the laws of Luxembourg with its head office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days written notice delivered by the one to the other. In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new custodian who assumes the responsibilities and functions of the Custodian under the Management Regulations. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the Unit-holders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary to the transfer of all assets of the Fund to the new Custodian.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with Articles 16, 17 (1) and 17 (2) a), c), d) and e) of the law of March 30, 1988 on collective investment undertakings.

The Custodian may hold assets as a fiduciary in accordance with the provisions of the grand-ducal decree of July 19, 1983 on fiduciary contracts entered into by Luxembourg banks. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of the securities.

The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents provided such instructions conform with these Management Regulations and the provisions of law.

Upon receipt of instructions from the Management Company, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund.

The Custodian is entitled to a fee based on the total average daily net assets of each Sub-Fund as determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian. Such fee is payable quarterly in arrears.

4) The Sub-Funds

Units may be issued in different Sub-Funds. A separate portfolio of assets (which may comprise, inter alia, cash, money market instruments, debt securities, equity securities and derivative instruments and contracts) is maintained for each Sub-Fund. The assets of the different Sub-Funds are separately invested in conformity with the principle of risk spreading in accordance with their respective investment policies and objectives which are described in one or more Appendices to the Prospectus relating to the different Sub-Funds (hereinafter referred to as «Appendix» or «Appendices»).

The Management Company may at any time decide to create further Sub-Funds upon which the Prospectus will be updated by further Appendices.

The assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the Unit-holders of the correspondent Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

Units of any Sub-Fund may be listed at any time on any stock exchange if stipulated in the relevant Appendix.

The Appendix relating to each Sub-Fund will provide for the duration and the reference currency of the Sub-Fund concerned. If no duration is provided for in the Appendix relating to a Sub-Fund, it is deemed to be established for the same period as the Fund, i.e. terminating on August 31st, 2006. Notwithstanding its duration, any Sub-Fund may be dissolved prior to its term upon decision of the Management Company with the approval of the Custodian.

The Management Company may decide to create within each Sub-Fund two or more classes of Units (hereinafter referred to as «Class») whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific sales and repurchase charge structure, fee structure, distribution structure, marketing policy or hedging policy is applied to each Class of Units or other characteristics are applicable that may lead to the creation of different Classes of Units. If, within any Sub-Fund, there are created different Classes of Units as described in the preceding sentence, the Appendix relating to such Sub-Fund will describe the characteristics of the different Classes and comprise any other information or disclosures which might be appropriate in that respect.

All Units of the same Class within a Sub-Fund have equal rights with all other Units of the same Class of another Sub-Fund as to dividends and proceeds upon a liquidation. There is not intention to hold meetings of Unit-holders.

The Management Company may, by agreement between the Management Company and the Custodian, decide to cancel a Class of Units and distribute net proceeds of liquidation among the Unit-holders in proportion to their Units held. In case of cancellation of a Class all Unit-holders of such Class will be notified of such cancellation by mail. Proceeds of liquidation not claimed six months after the close of the liquidation will be deposited with the Caisse de Consignation. Prior to the cancellation of any Class of Units the Management Company may offer to the holder of Units in such Class for their Units to be converted, free of charge, to Units of another Class on the basis of the respective Net Asset Values per Unit of both Classes.

By agreement between the Management Company and the Custodian, a Sub-Fund may be closed down by merger into another Sub-Fund of the Fund. A decision to merge any Sub-Fund into another Sub-Fund may be decided by the Management Company if the assets of a Sub-Fund have fallen under a limit which does not permit efficient management or if a change of the economical or political situation affect the Sub-Fund to be merged. In addition, such merger may be decided if the interests of the Unit-holders of any of the Sub-Funds concerned so warrant. The decision of the merger will be published or notified to the Unit-holders concerned one month prior to the effective date of the merger and the publication or notification will indicate the reasons for, and the procedures of, the merger operations and information in relation to the Sub-Fund in which the Sub-Fund will be merged. During that one month period Unit-holders will be authorized to repurchase Units of the Sub-Fund at no cost.

Upon decision of the Management Company any Sub-Fund may be split into several Sub-Funds with the same or different characteristics by a corresponding split of the portfolio of the Sub-Fund to be split. The Management Company may not declare a split of Sub-Funds if the rights of any Unit-holder(s) of any of the resulting Sub-Funds are changed in any way unless the Unit-holder(s) concerned has (have) specifically agreed to such changes or unless the Unit-holder(s) concerned has (have) received adequate prior notice with the option to request repurchase of its (their) Units, without charge, prior to the date the split becomes effective.

By agreement between the Management Company and the Custodian, (i) a Sub-Fund may be liquidated at any time and Unit-holders of such Sub-Fund will be entitled to the net liquidation proceeds of the assets of the Sub-Fund or (ii) a Sub-Fund may be liquidated at any time and Units of another Sub-Fund may be allocated to the Unit-holders (which have given written consent to the Management Company) of the Sub-Fund to be liquidated against contribution in kind of the assets of such Sub-Fund (to be valued by a report of the auditor of the Fund) to the other Sub-Fund. A liquidation as contemplated in (ii) can only be made if such liquidation is justified by the size of the liquidated Sub-Fund, by a change of the economical or political situation affecting the Sub-Fund or is made for any other reason to assure the best interest of the Unit-holders concerned.

In case of liquidation of a Sub-Fund as described above, all Unit-holders of the concerned Sub-Fund will receive one month prior notice of such liquidation in writing. Until the effective date for the cancellation, Unit-holders may (if the terms of the relevant Sub-Fund so permit) continue to request repurchase of their Units at the applicable Net Asset Value on any Valuation Date reflecting provisions made to cover expenses resulting from the liquidation of the Sub-Fund.

5) Investment policy

The investment policy and objectives of each Sub-Fund in issue are set out in the Appendices to the Prospectus relating to the Sub-Fund concerned.

Units may be issued in different Sub-Funds. A separate portfolio of assets is maintained for each Sub-Fund. The assets (which may comprise, inter alia, cash, money market instruments, debt securities, equity securities and derivative instruments and contracts) of the different Sub-Funds are separately invested in conformity with the principle of risk spreading in accordance with their respective investment policies and objectives which are described in one or more Appendices to the Prospectus relating to the different Sub-Funds.

6) Investment restrictions

The Management Company or its appointed agents (comprising the Investment Manager and the Investment Advisers) shall comply with the restrictions set forth hereafter.

Depending on its investment policy, a Sub-Fund may be subject to different or additional investment restrictions described in the Appendix of the relevant Sub-Fund.

1. Restrictions applicable to the use of techniques and instruments relating to transferable securities for the purpose of efficient portfolio management or to provide protection against exchange risks.

1.1 The Management Company may employ techniques and instruments relating to transferable securities under the conditions and within the limits laid down by law, regulations or administrative practice:

- a) the Management Company may not, on behalf of a Sub-Fund, invest in put or call options on securities unless:
 - i) such options are quoted on a stock exchange or dealt in on a regulated market; and
 - ii) the acquisition price of such options does not exceed, in terms of premiums, 15% of the total net assets of the Sub-Fund;
- b) the Management Company may not sell call options on securities unless
 - i) such securities are already held; and
 - ii) the aggregate of the exercise prices of call options on securities which are not held by a Sub-Fund may not exceed 25% of such Sub-Fund's net assets and the Management Company must be able at any time to ensure the coverage of such uncovered call options.
- c) the Management Company may not write put options on securities unless the relevant Sub-Funds holds sufficient liquid assets to cover the aggregate of the exercise prices of such options written.

1.2 The Management Company may, on behalf of a Sub-Fund, for the purpose of hedging currency risks, have commitments in outstanding forward currency contracts or currency futures or write call options and purchase put options on currencies for amounts not exceeding, respectively, the aggregate value of securities and other assets held by the

Sub-Fund denominated in the currency to be hedged, provided however that the Management Company may also purchase the currency concerned through a cross transaction (entered into through the same counterpart) or enter into currency swaps, should the cost thereof be more advantageous to the Sub-Fund. Options and instruments must be quoted on a Stock Exchange or dealt in on a regulated market. The Management Company may enter into currency forward contracts or swap arrangements with highly rated financial institutions specialized in this kind of transactions.

1.3 The Management Company may not, on behalf of each Sub-Fund, enter into interest rate futures contracts, deal in options on interest rates or enter interest rate swap transactions except that:

a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of a Sub-Fund's portfolio the Management Company may sell interest rate futures or write call options or purchase put options on interest rates or enter into interest rate swaps for amounts not exceeding the aggregate estimated market value of the securities and other assets to be hedged. Such contracts or options must be denominated in the currencies in which the assets of the relevant Sub-Fund are denominated, and they must be listed on an exchange or dealt on a regulated market, provided however that interest rate swap transactions may be entered into by private agreement with highly rated financial institutions;

b) for the purpose of efficient portfolio management the Management Company may enter into interest rate futures purchase contracts or acquire call options on interest rate futures, mainly in order to facilitate changes in the allocation of a Sub-Fund's assets between shorter or longer term markets, in anticipation of a significant market sector advance, or to give a longer term exposure to short term investments provided that such futures contracts and options must be listed on an exchange or dealt in on a regulated market, and provided always that sufficient cash, short dated debt securities or instruments or securities to be disposed of at a predetermined value (other than those which the relevant Sub-Fund may have to hold pursuant to 1.1)c) above) exist to match the underlying exposure of both such futures positions and the value of the underlying securities included in call options on interest rate futures acquired for the same purpose.

1.4 The Management Company may not deal in index futures except that

a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of the value of a Sub-Fund's equity portfolio the Management Company may have outstanding commitments in respect of stock index sales contracts not exceeding the corresponding risk of fluctuation of the value of the corresponding portion of the Sub-Fund's portfolio;

b) for the purpose of efficient portfolio management the Management Company may enter into stock index purchase contracts, mainly in order to facilitate changes in allocations of a Sub-Fund's assets between markets or in anticipation of a significant market sector advance, provided that sufficient cash, short dated debt securities or instruments or securities to be disposed of at a predetermined value (other than those which the Sub-Fund may have to hold pursuant to 1.1)c) and 1.3)b) above) exist to match the underlying exposure of both such futures positions and the value of underlying securities included in stock index call options acquired for the same purpose; provided further that all such index futures must be listed on an exchange or dealt in on a regulated market.

1.5 The Management Company may not deal in index options except that:

a) for the purpose of hedging the risk of fluctuation of a Sub-Fund's portfolio securities the Management Company may sell call options on stock indexes or acquire put options on stock indexes. In such event the value of the underlying securities included in the relevant stock indexes option shall not exceed, together with outstanding commitments in financial futures contract entered into for the same purpose, the aggregate value of the portion of the portfolio to be hedged; and

b) for the purpose of the efficient management of a Sub-Fund's securities portfolio the Management Company may acquire call options on stock indexes mainly in order to facilitate changes in allocation of the relevant Sub-Fund's assets between markets or in anticipation of a significant market sector advance, provided the value of the underlying securities included in the relevant stock index options is covered by cash (other than those which the Sub-Fund may have to hold pursuant to 1.1)c), 1.3)b) and 1.4)b) above), short dated debt securities and instruments or securities to be disposed of at predetermined prices;

provided however that all such index options must be listed on an exchange or dealt in on a regulated market and that the aggregate acquisition cost (in terms of premium paid) of (i) options on securities acquired by the Management Company and (ii) index and interest rate options that are purchased by the Management Company for the purposes other than hedging, shall not exceed 15% of a Sub-Fund's net asset value.

2. Borrowing

The Management Company may not undertake money borrowings which exceed 10% of the net assets of a Sub-Fund provided that these money borrowings are not used for investment purposes.

3. Investment in Securities and closed-ended UCI

3.1. Each Sub-Fund may not invest more than 10% of its net assets in equities to be placed by private offering, Japanese mortgage securities (known as teito-shoken) nor in securities not listed on an exchange, or dealt in on another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public

3.2. The Management Company may not acquire, together with other investment funds, which are managed by the Management Company, more than 10% of the securities of the same kind issued by a single issuer;

3.3. Not more than 10% of a Sub-Fund's net assets may be invested in securities issued by the same issuing body;

3.4. Each Sub-Fund will invest at least 50% of its net assets in «securities» defined by the Securities and Exchange Law of Japan (Law N° 25, 1948) for the purpose of Japanese regulations, comprising inter-alia, government agency securities, corporate bonds, commercial papers certificates of deposit or Investment Fund (in which case such investment funds must invest at least 50% of their net assets in «securities» as defined above).

Restrictions 3.1, 3.2 and 3.3 here above are not applicable to securities issued or guaranteed by a member state of the OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or world-wide scope.

Units of closed-ended Investment Funds are treated in the same way as other transferable securities and are therefore subject to restrictions applicable to transferable securities.

4. Investment in Open-Ended Undertakings for Collective Investment («UCI(s)»)

4.1. The Management Company may invest up to 10% of the net assets of any Sub-Fund in «UCIs».

4.2. The Management Company will not acquire, on behalf of the Fund, more than 10% of the units or shares of the same UCI.

By derogation, the restrictions mentioned here-above are not applicable to investment in UCI of the open-ended type that are submitted to risk spreading requirements similar to those applicable to Luxembourg UCI submitted to Part II of the Law of 30 March 1988 and are domiciled in a member State of the EU or in Canada, U.S.A., Japan, Hong Kong or Switzerland. However, such investments may not lead to an excessive concentration of investment in one single UCI.

5. Repurchase Agreement Transactions

The Management Company on behalf of a Sub-Fund can act either as purchaser or seller in repurchase agreement transactions. Its involvement in such transactions is, however, subject to the following rules:

(i) A Sub-Fund may not buy or sell securities using a repurchase agreement transaction unless the counterpart in such transactions is a first class financial institution specializing in this type of transaction.

(ii) During the life of a repurchase agreement contract, the Sub-Fund cannot sell the securities which are the object of the contract, either before the right to repurchase these securities has been exercised by the counterpart, or the repurchase term has been expired, except to the extent it has borrowed similar securities in compliance with the limits applicable to it in relation to securities borrowing transactions.

(iii) If Unit-holders of a Sub-Fund request the repurchase of their Units, it must be ensured that the level of exposure to repurchase agreement transactions is such that the relevant Sub-Fund is able, at all times, to meet its repurchase obligations.

Repurchase agreement transactions are expected to extend into on an occasional basis only.

6. Lending of securities

The Management Company may lend each Sub-Fund's portfolio securities, to specialized banks, credit institutions and other financial institutions of high standing, or through recognized clearing institutions such as CLEARSTREAM BANKING S.A. or EUROCLEAR.

The lending of securities will be made for periods not exceeding 30 days. Loans will be secured continuously by collateral consisting of cash, and/or of securities issued or guaranteed by member states of the OECD or by their local authorities which at any time during the duration of the lending agreement, must be at least equal to the value of the global valuation of the securities lent. The collateral must be blocked in favor of the Sub-Fund until termination of the lending contract.

Lending transactions may not be carried out on more than 50% of the aggregate market value of the securities of the portfolio, provided however that this limit is not applicable where the Management Company has the right to terminate the lending contract at any time and obtain restitution of the securities lent. Any transaction expenses in connection with such loans may be charged to the Sub-Fund.

7. Miscellaneous

7.1 The Management Company may not make investments for the purpose of exercising control or management.

7.2 The Management Company may not purchase or sell real estate.

7.3 The Management Company may not make loans to, or act as guarantor for, third parties.

7.4. The Management Company may on behalf of each Sub-Fund, maintain a short position in any kind of securities, only to the extent the total current value of securities sold short shall not exceed the total net assets of the Sub-Fund.

7.5 The Management Company, or any of its related companies or a director or major shareholder of the Management Company (means a shareholder who holds in his own name or an other name (as well as in a nominee's name), more than 10% of the total number of shares of the such company) may not buy or sell securities nor grant or receive loans of securities to or from the assets of the Fund for their account unless the transaction is made within the restriction set forth in the Management Regulations, and, either (i) at a price determined by current publicly available quotations, or (ii) at competitive prices or interest rates prevailing from time to time, on intentionally recognised securities markets or internationally recognised money markets.

7.6 The Management Company shall not enter into transactions which are against the protection of the interests of the Unit-holders of the Fund or which are detrimental to the appropriateness of the management of the Fund's assets, such as the transactions entered into for the purpose of seeking profits of the Management Company or any parties other than Unit-holders.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as shall be compatible with or in the interests of the Unit-holders, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the Units of the Fund are placed.

7) Restrictions on issue of Units and transfer of Units

The Management Company shall comply, with respect to the issuing of Units, with the laws and regulations of the countries where these Units are offered. The Management Company may, at any time, at its discretion, discontinue, cease definitely or limit the issue of Units to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may also prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring Units, if such a measure is necessary for the protection of the Unit-holders as a whole and the Fund.

The Management Company may restrict the ownership of units of certain Sub-Funds or Classes to Institutional Investors within the meaning of Article 108 of the law of 30th March 1988 on undertakings for collective investment («Institutional Investors»). The Management Company may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription

application for Units of a Sub-Fund or Class reserved for Institutional Investors until such time as the Management Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of Units of a Sub-Fund or Class reserved for Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Management Company will convert the relevant Units into Units of a Sub-Fund or Class which is not restricted to Institutional Investors provided that there exists such a Sub-Fund or Class with similar characteristics or compulsorily repurchase the relevant Units in accordance with the provisions set forth in these Management Regulations. The Management Company will refuse to give effect to any transfer of Units and consequently refuse for any transfer of Units to be entered into the register of Unit-holders in circumstances where such transfer would result in a situation where Units of a Sub-Fund or Class restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

In addition to any liability under applicable law, each Unit-holder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds Units in a Sub-Fund or Class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Fund, the Management Company, the other Unit-holders of the relevant Sub-Fund or Class and the Fund's agent for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Unit-holder had furnished misleading or untrue documentation or has made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Management Company of its loss of such status.

The Management Company may:

- a) reject at its discretion any application for purchase of Units;
- b) repurchase, in accordance with the provisions set forth hereunder, Units held by Unit-holders who are excluded from purchasing or holding Units.

More specifically

- a) The Management Company will not promote the sale of the Fund's Units to the public within the European Union or any part of it.
- b) No Units shall be issued to or transferred and registered in favour of citizens or residents of the United States of America, its territories, commonwealth or possessions, or to any corporation, partnership, trust or other entity organised or existing in or under the laws of the United States of America or any State thereof.

8) Issue of Units

Units of each Sub-Fund shall be issued by the Management Company in accordance with the terms laid down in the relevant Appendix of the Prospectus.

Units in each Sub-Fund may be issued on any day which is a Subscription Date for the relevant Sub-Fund, as defined for each Sub-Fund in the relevant Appendix, subject to the right of the Management Company at its discretion as stated hereafter, temporarily to discontinue such issue.

The Management Company shall issue Units in registered form only.

The issue price per Unit of each Sub-Fund and/or of each class of each Sub-Fund (if issued) will be based on the Net Asset Value per Unit of the relevant Sub-Fund and/or of the relevant Class of Sub-Fund determined on the applicable Subscription Date.

A sales charge of up to 5% of the Net Asset Value per Unit may be added in favour of banks and financial institutions acting in connection with the placing of the Units. A consumption tax may be separately imposed on a sales charge. The sales charge shall in no case exceed the maximum permitted by the laws, regulations and practice of any country where the Units are sold.

Payment shall be made in the reference currency of the Sub-Fund in the form of cash transfer to the order of the Custodian within five Business Days (as defined in the Appendix of each Sub-Fund) counting from and including the applicable Subscription Date.

If the Management Company so decides, payment for Units may also be made by a contribution in kind, provided that the assets so contributed are in compliance with the investment policy and investment restrictions of the Sub-Fund, and such contribution will be valued by the auditor of the Fund.

Confirmation statements will be available to subscribers or their banks at the offices of the Management Company not later than seven Luxembourg bank business days from the Subscription Date and payment of the subscription price.

9) Conversion of Units

Unit-holders have the right to convert all or part of their Units of, or their Units of a Class (if created) in, any Sub-Fund (the «original Sub-Fund») into Units of, or Units of the same Class of, another existing Sub-Fund (the «new Sub-Fund») by applying for conversion in accordance with the provisions applicable to the repurchase of Units of the original Sub-Fund and the issue of Units of the new Sub-Fund for any date which is a Repurchase Date (hereinafter within the meaning as defined in the Appendix) for the original Sub-Fund with a subsequent issue of Units of the new Sub-Fund on a Subscription Date of the new Sub-Fund, subject to any prior notice requirements applicable in respect of the two Sub-Funds concerned. A conversion may not be effected if the result of the conversion would be that the Unit-holder would be registered as holding less than the minimum holding of the original Sub-Fund and the new Sub-Fund.

The Management Company may, at its discretion, authorise a conversion charge, payable to intermediaries or distributors, as described in the Prospectus of the Fund.

Conversion into or from Units of a Sub-Fund shall be suspended whenever the determination of the Net Asset Value per Unit of such Sub-Fund is suspended.

10) Repurchase of Units

Unit-holders may request repurchase of their Units of the relevant Sub-Fund in accordance with the provisions set forth in the relevant Appendix.

Application for repurchase must be made in writing to the Management Company.

The repurchase price of the Units of each Sub-Fund and/or of each Class of each Sub-Fund will be based on the Net Asset Value of Units of the relevant Sub-Fund and/or of the relevant Class of Sub-Fund determined on the applicable Repurchase Date (as defined for each Sub-Fund in the relevant Appendix).

Except if otherwise stipulated in the relevant appendix, payment of the repurchase price will be made by the Custodian or its agents not later than five Business Days counting from and including the applicable Repurchase Date. If the settlement in the relevant currency cannot be made on such fifth Business Day, payment will be made on the next earliest day when such settlement can be made.

Payment will normally be made in the reference currency of the relevant Sub-Fund and/or Class of the Sub-Fund. Upon request, however, the Management Company will arrange with the Custodian Bank for the repurchase proceeds to be exchanged for another freely convertible currency at the applicable exchange rate. The applicable exchange rate for this purpose will be determined by the Custodian Bank at the time of payment of the repurchase proceeds. Any foreign exchange costs incurred in effecting the currency conversion will be deducted from the amount payable to the repurchasing Unit-holder.

If repurchase requests are received in respect of any one Repurchase Date for repurchases aggregating 15% or more of the outstanding Units of, or Units of a Class (if created) in, a Sub-Fund, the Custodian and the Management Company may decide to delay the calculation of the repurchase price of the Units of that Class until the Management Company has sold the corresponding assets (which it will endeavour to do without unnecessary delay). In such event, the Management Company shall calculate the Net Asset Value on the basis of prices at which it sold investments to meet the repurchase requests. In such cases, payment may also be made, with the approval of the Unit-holders concerned and having due regard to the equal treatment of Unit-holders, in specie in the form of the Sub-Fund's assets which will be valued in a report of the auditor and in such manner as the Directors of the Management Company may determine.

11) Determination of Net Asset Value of Units

The Net Asset Value of Units of each Sub-Fund in the Fund shall be expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund or Class of Units as a per Unit figure.

The Net Asset Value of the Units of each Sub-Fund in the Fund, will be determined by the Management Company, or its appointed agents, on each Valuation Date defined for each Sub-Fund in the relevant Appendix. The Net Asset Value per Unit is calculated by dividing the value of the assets less the liabilities (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent) of each Sub-Fund by the total number of Units outstanding. To the extent possible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued daily.

If the existence of different Classes of Units within each Sub-Fund has any impact on the method for the per Unit Net Asset Value calculation, such method will be more specifically described in the Appendix for the relevant Sub-Fund.

Unless otherwise provided in the Appendix of the Sub-Fund concerned, the assets of the Fund will be valued as follows:

- a) Securities listed on a stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such stock exchange or market. If a security is listed on several stock exchanges or markets, the closing price at the stock exchange or market which constitutes the main market for such securities, will be determining;
- b) Securities not listed on any stock exchange or traded on any regulated market will be valued at their last available market price;
- c) Securities for which no price quotation is available or for which the price referred to in a) and/or b) is not representative of the fair market value, will be valued prudently, and in good faith on the basis of their reasonable foreseeable sales prices;
- d) The value of any cash on hand, on loan or on deposit, bills, demand notes, promissory notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest and such other payments shall be deemed to be the full amount thereof (less any applicable withholding tax) unless the Management Company shall have determined that any such asset is not worth the full amount thereof, in which event the value thereof shall be deemed to be such value as the Management Company shall deem to be the reasonable value thereof;
- e) If the Sub-Fund has sold or granted a call option over a security that it owns the final date for the exercise of which has not passed, there shall be taken into account the market value of such security regardless of the option position;
- f) Any interest-bearing instruments with a remaining maturity of less than one year at the time of purchase shall be valued at cost plus accrued interest from its date of acquisition, adjusted by an amount equal to the algebraic sum of (i) any accrued interest paid on its acquisition and (ii) any premium or discount from its face amount paid or credited at the time of its acquisition, multiplied by a fraction the numerator of which is the number of days elapsed from its date of acquisition to the relevant Valuation Date and the denominator of which is the number of days between such acquisition date and the maturity date of such instruments;

Any interest-bearing instruments with a remaining maturity of more than one year at the time of purchase shall be valued at their market price. When their remaining maturity fall under one year, the Management Company, upon decision of the adviser, may decide to value them as stipulated above with written instructions given to the administrative agent.

g) Futures and options shall be valued at their liquidating value based upon the settlement price on the exchange on which the particular future or option is traded, provided that if a future or option could not be liquidated on the days as of which the Net Asset Value is determined due to the operation of daily limits or other rules of such exchange or otherwise, the settlement price on the first subsequent day on which such future or option could be liquidated shall be the basis for determining the liquidating value of such future or option for such day;

h) In the case of any security, derivative instrument or other property which in the opinion of the Management Company would not be appropriately valued as above provided, the value thereof shall be determined from time to time in such manner as the Management Company shall from time to time determine;

i) In the case of any asset realised or contracted to be realised at a known value, the net proceeds of such realisation shall be taken into account in lieu of any other method of determining the value of such asset;

j) The value of any units or shares in investment funds shall be the most recently reported net asset value, or repurchase price if different, of such units or shares;

k) The value of any assets shall be determined having regard to the full amount of any currency premium or discount which may be relevant;

l) In relation to any other asset the value of such asset shall be based on a determination by the Management Company with advice from the Investment Adviser as to the broadest and most representative market for such asset; and

m) In relation to any asset (or liability) the value of such asset or liability shall be the amount which the Management Company determines represents the fair value thereof as determined in accordance with generally accepted accounting principles or otherwise determined in good faith.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorized, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

The Management Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of Units of each Sub-Fund and in consequence the issue and repurchase of Units in any of the following events:

- when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of a Sub-Fund, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Sub-Fund are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of a Sub-Fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Unit-holders;

- in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of a Sub-Fund or if, for any reason, the value of any asset of a Sub-Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of a Sub-Fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Sub-Fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

If the creation of different Classes of Units within a Sub-Fund might give rise to additional events which might require a suspension of the Net Asset Value calculation for such Sub-Fund, or any Class within such Sub-Fund, the relevant case(s) of suspension will be specifically disclosed in the Appendix of the relevant Sub-Fund.

Any such suspension will be notified to Unit-holders and published as described in the Prospectus, if in the opinion of the Management Company such suspension is likely to exceed one week.

12) Allocation of assets and liabilities

There shall be established a pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(a) The proceeds from the issue of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Fund to the pool of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this section;

(b) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Fund to the same pool as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(c) Where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(d) In the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the Net Asset Values of the relevant Sub-Fund;

(e) Upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

13) Charges of the Fund

The Management Company, the Custodian, and any investment manager(s), investment adviser(s) and Agent Member company in Japan appointed by the Management Company are entitled, in respect of each Sub-Fund, to fees as described in the relevant Appendices.

Distributors or their agents may be entitled in respect of certain Sub-Funds to fees disclosed in the Appendix of the Sub-Fund concerned.

The other costs charged to the Fund include:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Fund;
- the reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses, incurred by the Custodian and any custody charges of banks and financial institutions to whom the custody of assets of the Fund is entrusted;

- the reasonable disbursements and out-of-pocket expenses including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses incurred by the Agent Member Company in Japan;

- usual banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the remuneration and reasonable out-of-pocket expenses of the registrar and transfer agent, domiciliary agent, administrative agent and paying agent;
- legal and auditing expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the Unit-holders;
- the cost of preparing, and/or filing and printing of the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements and prospectuses and explanatory memoranda with all authorities including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Fund or the offering of Units of the Fund; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the Unit-holders, including the beneficial holders of the Units, and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the Net Asset Value; the cost of preparing and distributing notices to the Unit-holders; lawyers' and auditor's fees; and all similar administrative charges, including expenses directly incurred in offering or distributing the Units.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortised over a period not exceeding five years.

The costs and expenses of the formation of the Fund and the initial issue of its Units, will be borne and amortized over a period not exceeding 5 years.

These costs and expenses will be allocated to all Sub-Funds created at the launch of the Fund, pro-rata to their respective net assets. The costs and expenses of the setting up of any further Sub-Funds will be borne by such Sub-Funds.

14) Accounting year, audit

The accounts of the Fund are closed each year on 31st August (Accounting Date) in any year and for the first time on 31st August 2002.

The Auditor of the Fund is DELOITTE & TOUCHE, S.à r.l., Independent Public Accountants, Luxembourg. The Auditor is appointed by the Management Company and shall, with respect to the assets of the Fund, carry out the duties provided by Luxembourg law.

The Auditor of the Management Company is PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Independent Public Accountants, Luxembourg.

15) Dividends

The Management Company may, in respect of each Sub-Fund and/or each Class of each Sub-Fund (if created), declare dividends as determined in the Appendix of the relevant Sub-Fund.

No distribution may be made as a result of which the Total Net Assets of the Fund would fall below the equivalent in Euro of 50 million Luxembourg francs.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the Sub-Fund.

16) Management Regulations

By acquiring Units in a Sub-Fund, every Unit-holder approves and fully accepts that the Management Regulations shall govern the relationship between the Unit-holders, the Management Company and the Custodian.

Subject to the approval of the Custodian, the Management Regulations may be amended by the Management Company in whole or in part, in which case Unit-holders will be informed by mail.

Amendments will become effective on the day of their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial»).

17) Publications

The latest Net Asset Value, the issue price and the repurchase price per Unit of each Sub-Fund will be made available in Luxembourg at the registered office of the Management Company, or its appointed agents, and the Custodian.

Audited annual reports and the unaudited semi-annual reports of the Fund will be made available to the Unit-holders at no cost to them at the address of the Fund and the address of the Custodian and any paying agent.

All notices to Unit-holders will be sent to Unit-holders at their address indicated in the register of Unit-holders and, to the extent required by Luxembourg law, will be published in the Mémorial.

18) Duration of the Fund, liquidation

The Fund has been established for a period ending on August 31st 2006. The Fund and any Sub-Fund may be dissolved at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. The Fund may further be dissolved in any cases provided for by Luxembourg law. Any notice of dissolution of the Fund will be published in the Mémorial and in at least three newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. In the event of dissolution, the Management Company will realise the assets of the Fund or the relevant Sub-Fund in the best interests of the Unit-holders, and the Custodian, upon instructions given by the Management Company, will distribute the net proceeds of liquidation (after deducting all liquidation expenses) attributable to each Sub-Fund among the Unit-holders in proportion to their holding of Units of each Sub-Fund. As soon as the circumstance leading to the state of liquidation arise, issue of the Units is prohibited on penalty of nullity. The Management Company may continue to accept repurchase requests if equal treatment of Unit-holders can be assured.

The liquidation or the partition of the Fund or any Sub-Fund may not be requested by a Unit-holder, nor by his heirs or beneficiaries.

19) Statute of limitation

The claims of the Unit-holders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

20) Applicable law, jurisdiction and governing language

The Management Regulations are governed by the laws of Luxembourg and any dispute arising between the Unit-holders, the Management Company and the Custodian will be subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg.

Notwithstanding the foregoing, the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of the courts of the countries in which the Units of the Fund are offered and sold with respect to claims by investors resident in such countries, and with respect to matters relating to subscription and repurchase by Unit-holders resident in such countries, to the laws of such countries.

These Management Regulations initially executed on September 10th 2001 have been amended to its present form on September 21st 2001 and come into force on September 28th 2001.

Luxembourg, 21st September 2001.

TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

as *Managing Company*

Signature

NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A.

as *Custodian*

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2001, vol. 558, fol. 60, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(62886/064/555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2001.

NAOS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8247 Mamer, 1, rue des Maximins.

STATUTS

L'an deux mille un, le deux février.

Par-devant Maître Aloyse Biel, notaire de résidence à Capellen.

Ont comparu:

1.- Monsieur Jean-Pierre Bigard, demeurant à F-95160 Montmorency, 5, rue Saint Valéry,

2.- Madame Micheline Bigard, demeurant à F-95160 Montmorency, 5, rue Saint Valéry,

3.- Monsieur Arnaud Bigard, demeurant à F-95160 Montmorency, 5, rue Saint Valéry,

4.- Madame Isabelle Bigard, demeurant à F-95160 Montmorency, 5, rue Saint Valéry,

les comparants sub 1 à 4 étant ici représenté par Mademoiselle Stéphanie Delonnoy, employée privée, demeurant à F-54730 Gorcy, 21 Le Tropéage,

en vertu de quatre pouvoirs sous seing-privé lui délivré à Mamer, le 16 janvier 2001,

lesquels pouvoirs, après avoir été signés ne varient par son porteur et le notaire soussigné, resteront annexés aux présentes aux fins de formalisation.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentaire de documenter les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les parties ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme de droit luxembourgeois, régie par les présents statuts et la législation luxembourgeoise afférente.

Art. 2. La société prend la dénomination de NAOS S.A.

La société est constituée pour une durée indéterminée et aura son siège social à Mamer.

Art. 3. La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, le contrôle et la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

Elle peut faire l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de négociation et de toutes autres manières, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes sociétés ou entreprises et leur prêter tous concours.

Elle peut en outre acquérir et mettre en valeur tous les brevets et détenir les marques de commerce et des licences connexes.

Art. 4. Le capital social de la société est fixé à trente-cinq mille (35.000,-) euros représenté par mille sept cent cinquante (1.750) actions d'une valeur nominale de vingt (20,-) euros chacune.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente-cinq mille (35.000) euros se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Art. 5. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, aux choix de l'actionnaire. Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire peut prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi sur les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Art. 6. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme propriétaire à l'égard de la société.

Art. 7. Les actions de la société sont librement cessibles. Cependant si un actionnaire désire céder toutes ou partie de ses actions, il doit les offrir préférentiellement aux autres actionnaires, par lettre recommandée, proportionnellement à leur participation dans le capital de la société. Le prix de cession, basée sur la valeur vénale des actions sera fixé par un expert désigné par le ou les actionnaires qui entendent céder les actions et le ou les actionnaires qui entendent acquérir les actions. Au cas où les actionnaires ci-dessus désignés ne s'entendent pas pour nommer un expert, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal de commerce de Luxembourg.

Les actionnaires qui n'auront pas répondu dans un délai d'un mois par lettre recommandée à l'offre décrite ci-dessus seront considérés comme ayant abandonné leur droit de préférence.

Administration - Surveillance

Art. 8. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télécopie, télégramme ou télex, étant admis. Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à un ou deux administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents. La société se trouve engagée par la signature d'un des administrateurs-délégués.

Art. 10. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires.

Art. 11. Suivant les dispositions prévues par l'article 72-2 de la loi du 24 avril 1983 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration pourra procéder à des versements d'acomptes sur dividendes.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui même pour finir le trente et un décembre deux mille un.

Art. 13. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée, en personne ou par mandataire, actionnaire ou pas. Chaque action représentative du capital social donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée générale des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation le dernier vendredi du mois d'avril à 16 heures, et pour la première fois en deux mille deux. Si ce jour est un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable suivant.

Art. 15. La société peut acquérir ses propres actions dans les cas et sous les conditions prévus par les articles 49-2 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915.

Art. 16. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui même pour finir le trente et un décembre deux mille un.

Souscription

Les actions ont été souscrites comme suit:

- Jean-Pierre Bigard, F-95160 Montmorency, 5, rue Saint Valéry, huit cent soixante-quatorze actions	874
- Micheline Bigard, F-95160 Montmorency, 5, rue Saint Valéry, huit cent soixante-quatorze actions	874
- Monsieur Arnaud Bigard, F-95160 Montmorency, 5, rue Saint Valéry, une action	1
- Madame Isabelle Bigard, F-95160 Montmorency, 5, rue Saint Valéry, une action	1
Total: mille sept cent cinquante actions	1.750

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de soixante-cinq mille francs (65.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les actionnaires représentant l'intégralité du capital social ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2. Sont nommés administrateurs pour une durée de six ans:

- Monsieur Jean-Pierre Bigard, prénommé.

- Madame Micheline Bigard, prénommée.

- Madame Isabelle Bigard, prénommée.

3. Sont nommés administrateurs-délégués:

- Monsieur Jean-Pierre Bigard, prénommé.

- Madame Micheline Bigard, prénommée.

Ils seront chargés de la gestion journalière de la société ainsi que de la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion.

4. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes pour une durée de six ans: FGA (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à Mamer.

5. Le siège social est fixé à L-8247 Mamer, 1, rue des Maximins.

Dont acte, fait et passé à Capellen.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec Nous Notaire.

Signé: S. Delonnoy, A. Biel.

Enregistré à Capellen, le 7 février 2001, vol. 420, fol. 98, case 4. – Reçu 14.119 francs.

Le Receveur (signé): J. Medinger.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, pour servir à des fins de publications au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 8 mars 2001.

A. Biel.

(21835/203/121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2001.

BANQUE COLBERT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

RECTIFICATIF

A la page 30093 du Mémorial C N° 627 du 10 août 2001, il y a lieu de lire: Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg, le 15 janvier 2001. (04643/xxx/7)

THERMIC INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R. C. Luxembourg B 37.083.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société, le vendredi 9 novembre 2001 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,

2. Approbation des bilans, compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2000,

3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,

4. Conversion du capital souscrit de la société de francs luxembourgeois en euro, avec effet au 1^{er} janvier 2001 et au taux de conversion tel qu'irrévocablement défini le 31 décembre 1998.

5. Divers.

I (04627/000/16)

La société.

HARTFORD HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R. C. Luxembourg B 56.562.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 novembre 2001 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2000
- approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000;
- affectation du résultat au 31 décembre 2000;
- conversion du capital en euros dans les limites de la loi du 10 décembre 1998,
- décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
- divers.

I (04642/817/18)

*Le Conseil d'Administration.***ARTAL GROUP S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 105, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 44.470.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra à la BANQUE DE LUXEMBOURG, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le jeudi 8 novembre 2001 à 14.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social;
2. Acquisition d'actions propres;
3. Annulation d'actions propres;
4. Modification des articles 19 et 21 des statuts;
5. Délibération sur la modification des articles 11, 13 et 14 des statuts;
6. Pouvoirs spéciaux donnés au conseil d'administration;
7. Divers.

Les détenteurs d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions auprès de la BANQUE DE LUXEMBOURG S.A., Luxembourg, ou une autre banque reconnue, avant le 1^{er} novembre 2001.

I (04647/755/20)

*Le Conseil d'Administration.***SOCIETE FINANCIERE DE PARTICIPATION FIGUIER.**

Siège social: Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 48.147.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires, qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 8, boulevard Joseph II, le 5 novembre 2001 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes concernant l'année financière se terminant au 31 décembre 2000;
2. Approbation des bilans concernant l'année mentionnée ci-dessus et affectation des résultats;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire;
4. Divers.

II (04475/000/16)

*Le conseil d'administration.***FAIRFAX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 57.947.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue de manière extraordinaire qui aura lieu le 5 novembre 2001 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1999-2000;
- b. rapport du Commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin 2000;
- d. affectation du résultat;
- e. délibérations conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;

- f. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- g. conversion du capital social en euro;
- h. divers.

II (04537/045/19)

Le Conseil d'Administration.

DICAM WORLD WIDE INVESTMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 21.325.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of DICAM WORLD WIDE INVESTMENT FUND (the «Fund») will be held at 11.30 a.m. on 31st October, 2001 at Luxembourg, 2, place Winston Churchill, with the following agenda:

Agenda:

1. To resolve upon the liquidation of the Fund.
2. To appoint BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE, represented by Mr Guy Hornick and Mr Théo Limpach, as liquidator and to determine its powers and remuneration.

The quorum required for the meeting is of 50 % of the shares outstanding and the passing of resolution n° 1 requires the consent of two-thirds of the shares represented at the meeting. The passing of resolution n° 2 only requires the consent of a simple majority of the shares represented at the meeting.

If the quorum is not reached, a reconvened meeting will be held on 6th December 2001 at the same place at 2.30 p.m. to resolve on the same agenda. There is no quorum required for this reconvened meeting and resolutions will be passed under the same conditions as for the first meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy. Proxy forms are available upon request at the registered office of the Fund and should be returned duly completed to the registered office of the Fund. To be valid proxies should be received by BANQUE GENERALE DE LUXEMBOURG S.A., 14, rue Aldringen, Luxembourg, before 2.30 p.m. on 29th October, 2001.

The Board of Directors

DICAM WORLD WIDE INVESTMENT FUND

II (04585/584/26)

DINVEST TWO, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 72.546.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders will be held at the registered office of the Company on 31 October 2001 at 4.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

- a. Approval of the management report of the Board of Directors and of the report of the Auditor,
- b. Approval of the annual accounts and appendices and the allocation of the results as at June 2001,
- c. Discharge to the Directors for the financial year ended 30 June 2001,
- d. Re-election of the Directors for the new financial year,
- e. Ratification of the co-optation of Mr David St-George as Director in replacement of Mr William Gowen,
- f. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting by proxy.

II (04588/755/20)

By order of the Board of Directors.